

LE TONNERRE



**LES PERSONNALITÉS QUI CONTINUENT
DE MOUILLER LE MAILLOT POUR LA
RÉUSSITE DU MANDAT DE FÉLIX TSHISEKEDI**



CFAO
Motors hier,
**CFAO
Mobility**
aujourd'hui...

Expérimentez
la mobilité
autrement !

SOMMAIRE



DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION DEVANT LE PARLEMENT EN CONGRÈS FÉLIX TSHISEKEDI PLUS CONFIANT QUE JAMAIS EN L'AVENIR RADIEUX DE LA RDC

6



GUY LOANDO MBOYO UN POLICIER CONSTAT

10



RDC/ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE DÉSORMAIS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO UNE JUSTICE PURGÉE DE TOUS SES FLÉAUX

14



ONATRA SA : PROTECTION DES EMPLOIS ET DE L'OUTIL DE PRODUCTION, ET CONSOLIDATION DES ACQUIS

19



LE D.G. VICTOR TUMBA CONTINUE D'ACCOMPAGNER LA VISION DU CHEF DE L'ÉTAT POUR SON SECOND QUINQUENAT

26



RDC/CEEC SUR DEMANDE DU CHEF DE L'ÉTAT FÉLIX TSHISEKEDI, LE COMITÉ FREDDY MWAMBA COMPTE INSTALLER DES LABORATOIRES DANS PLUSIEURS PROVINCES DU PAYS

38

Magazine Le Tonnerre d'information générale, d'analyse et d'investigation.
Site web : www.letonnerre.info
E-mail: fletonnerre@gmail.com
Blvd du 30 Juin. Imm. Virunga 4^{ème}
Etage Kinshasa/Gombe. RDC
+243 818 031 509
+243 994 147 746

Editeur Directeur Général
KASONGO ONAKOY FIKO

Directeur Administratif et Financier
Aimé KODIEMOKA KASONGO

Directeur des Publications
Jean Benjamin FUAMBA

Secrétaire de la Rédaction
Saint Germain Ebengo
JIM MUTOMBO

Rédaction
Jean Benjamin FUAMBA
KASONGO ONAKOY FIKO
JIM MUTOMBO
Aimé KODIEMOKA KASONGO
Grâce LUBONDO
Solange TENGO
Nathalie MUSUNGU
Ruth AMAFE
ÉRIC KAKA

Infographie et Mise en page
Gary OKENDE

Traduction Anglaise
Aimé Kodiemoka
Saint Germain Ebengo

RÉPRÉSENTATION
PROVINCES/RDC

Lubumbashi : Daddy KAYUMBA

Kolwezi : NGOY Jean jacques
Matadi : Didier MAMBUENI

AFRIQUE DU SUD
JR. ONYA

CANADA
Candy KAYEMBE

USA/ NEW YORK
Papy KAMENGO

FRANCE/PARIS
Mireille KIALUNGILA
Eric BONGO
BELGIQUE
Yves BULUNGUWA

LONDRES
Emery KALOMBO
Jean ONYAMA

LE TONNERRE



GRUPE DE PRESSE "LE TONNERRE", QUI SOMMES-NOUS ?

Le Tonnerre est un groupe de presse qui existe depuis le 18 novembre 2010, sous l'inspiration de son éditeur Directeur Général Kasongo Onakoy Fiko.

Il a sous la plume plusieurs supports d'information, entre autres : un tabloïd à parution trihebdomadaire, un quotidien en ligne sous l'appellation "letonnerre.info" ainsi qu'un magazine mensuel d'un très grand tirage qui est déjà à sa 8e édition que veuillez aller trouver dans les rayons de vente des livres et journaux des supermarchés ainsi que dans des hôtels à 5 étoiles de Kinshasa et ceux des provinces de la République Démocratique du Congo.

Le groupe a une forte représentation au Congo Brazzaville, en Angola, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Belgique, en France, en Grande Bretagne, au Canada et aux Etats-Unis.

UN DÉBUT QUINQUENNAL PRÉCURSEUR D'UN FUTUR RADIEUX POUR LA RDC !

Comme vous pouvez vous en rendre compte, cette édition, à l'air spéciale, est dans toute son intégralité consacrée au second quinquennat du Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi, avec son début à la fois riche en réalisations et précurseur d'un futur radieux pour le mieux-être de la République Démocratique du Congo.

Dans cette optique, nous avons pris soin de mettre en lumière quelques apports de la part de certains ministres, mandataires publics et particuliers, qui ont été vérifiés significatifs dans l'accomplissement de la vision éclairée du Chef de l'État, surtout en termes de leurs exploits respectifs. Voilà ce qui justifie la présence dans les pages qui suivent, par exemple, de Constant Mutamba, ministre d'État en charge de la Justice et Garde des Sceaux et de Guy Loando ministre d'Etat en charge de l'Aménagement du Territoire.

Dans la sphère des mandataires, l'accent a été placé, entre autre, sur L'ONATRA avec le DG Martin LUKUSA PANU, aussi le travail de l'Ingenieur Victor TUMBA, Directeur Général de l'Office des Voiries et Drainage, OVD en sigle. C'est donc la raison de la longue interview que nous avons eu à réaliser avec ce dernier, en son bureau de travail.

L'homme est déterminé à ne point se fatiguer de continuer à apporter ses pierres à la politique du Chef de l'État en matière des routes, qu'il a éclairée de sa vision pour une République Démocratique du Congo rebâtie sur de nouvelles bases.

Le D.G. François Muamba, Directeur Général du Centre, d'Expertise, d'Évaluation et de Certification des Substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC), est lui aussi bénéficiaire d'une bonne place parmi nos pages.

C'est en lien avec sa politique certificative des substances minérales congolaises qui s'est vérifiée être d'un grand intérêt durant ce second mandat du Chef de l'État.

Il faut aussi encourager, dans le cadre de ce second mandat du Chef de l'État, la part de certains particuliers.

Nous avons pensé ici à un groupe des Congolais de la diaspora qui ont réussi à construire ce qu'ils ont baptisé sous le nom de Camp David. La cité est située dans la commune touristique de la N'sele, avec des immeubles de haut standing sur de rues bien tirées au cordeau.

Leur présence dans nos pages n'est pas pour de simples prétextes d'ordre publicitaire.
Bonne lecture !



Kasongo Onakoy Fiko



DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION DEVANT LE PARLEMENT EN CONGRÈS

FÉLIX TSHISEKEDI PLUS CONFIANT QUE JAMAIS EN L'AVENIR RADIEUX DE LA RDC

* " Un pays qui investit est un pays qui croit en son avenir. La République Démocratique du Congo s'inscrit désormais dans cette dynamique."

Conformément aux prescrits de l'article 77 de la Constitution, le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a prononcé son discours annuel sur l'état de la Nation, devant le Parlement réuni en congrès, dans la salle du congrès du Palais du Peuple, le mercredi 11 décembre 2024.

Un discours magistral d'environ une heure et 50 minutes, ponctué par des vagues d'applaudissements qui ont montré la profondeur du message donné, ainsi que l'adhésion des Représentants du peuple aux propos du Chef de l'Etat.

Dans son allocution à la fois captivante et

bien structurée, Félix Tshisekedi a commencé par rappeler les 6 engagements pris devant les peuples congolais à l'occasion de son investiture le 20 janvier 2024.

Ensuite, secteur par secteur, il a énuméré les réformes accomplies ainsi que des actions posées par son gouvernement à travers le pays, avec des données chiffrées.



C'est notamment des actions posées sur le plan économique, dans le secteur de l'industrie où on a connu, cette année, l'installation en RDC des usines de fabrication des carreaux, des boissons gazeuses à Kinshasa, de raffinage du Zinc à Kipushi dans le Haut-Katanga, qui a permis la création de plus de 2.500 emplois directs.

Sur le plan de la santé et l'éducation, les deux programmes de gratuite de la maternité et de l'enseignement primaire vont se poursuivre et se consolider pour donner plus de chance

d'épanouissement aux enfants congolais.

Sur la question de l'insécurité grandissante à travers le pays, le Chef de l'Etat a réitéré sa détermination à éradiquer une fois pour toute cette agression répétée de notre pays par le Rwanda.

Le Chef de l'Etat a parlé de la vie chère, de la perte du pouvoir d'achat des populations, avant de révéler les mesures concrètes prises par le gouvernement pour soulager tant soit peu les ménages.

Le Garant de la nation a annoncé des grandes réformes dans le secteur d'agriculture, afin que son souhait de voir la revanche du sol sur le sous-sol puisse vite se concrétiser. Raison pour laquelle dans la loi des finances 2025, l'agriculture a bénéficié de 11% du budget national.

Tout en reconnaissant les défis sécuritaires qui freinent notre marche vers le développement, le Chef de l'Etat s'est montré déterminé, très engagé à les relever.

Raison pour laquelle, il a pris l'engagement d'investir dans les projets innovants ainsi que dans les réformes structurantes en vue du développement durable de la RDC.

A ce sujet, Félix Tshisekedi a dit inscrire la République Démocratique du Congo dans cette dynamique, parce qu'un pays qui investit est un pays qui croit en son avenir.

Le Président de la République n'a pas manqué d'évoquer des avancées significatives obtenues dans les domaines de la diplomatie, de la défense nationale, des infrastructures, de l'énergie, des sports ainsi que dans les réformes de l'administration publique et de la police nationale congolaise.

Pour les observateurs, c'est pour la première fois que le Président de la République, depuis

son accession à la magistrature suprême, s'est montré aussi rassurant, aussi confiant en l'avenir radieux de son pays.

En sa qualité de Garant de la nation, c'est une attitude qui a rassuré plus d'un congolais et cela redonne de l'espoir à tous les compatriotes de l'Est qui se battent pour défendre l'intégrité du territoire national.

En parlant de la Constitution, le Chef de l'Etat a confirmé sa décision de confier la réflexion quant à ce à une commission multidisciplinaire qu'il mettra incessamment sur pied.

À la fin du discours magistral du Chef de l'Etat, le Président de l'Assemblée Nationale et Président du Congrès, Vital Kamerhe, a demandé aux congressistes de réserver un standing ovation au Chef de l'Etat, avant de lui assurer l'accompagnement du Parlement pour le succès de ses six engagements.

Le Tonnerre





GUY LOANDO MBOYO

UN POLITICIEN CONSTANT

Nommé Ministre d'Etat chargé de l'Aménagement du Territoire dans le gouvernement Sama Lukonde 1 et 2, et reconduit au même portefeuille ministériel dans l'équipe gouvernementale de Madame Judith Suminwa Tuluka, Maître Guy Loando Mboyo est l'un des rares acteurs politiques qui auront collaboré avec le Président Félix Tshisekedi durant ses deux quinquennats. En politique, cela signifie qu'on a la confiance totale du Chef.

Pour les observateurs, le Minéstat Guy Loando mérite bien cette confiance, compte tenu de la qualité de travail qu'il a produit et ne cesse de réaliser dans son secteur.

Opérateur politique plein d'initiatives, il a conquis l'estime du Chef de l'Etat par le nombre et l'importance des réformes opérées dans son secteur ; lesquelles réformes sont conformes à la vision du Président de la République

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui tient à faire de l'Aménagement du Territoire un véritable pilier stratégique du développement durable et de la modernisation de la République Démocratique du Congo.

Guy Loando Mboyo, aménageur réformateur.

Lorsque Me Guy Loando prend les rênes du Ministère de l'Aménagement du Territoire, le secteur n'est régenté par aucune loi, fonctionnant sur la base

d'un décret colonial totalement obsolète, le décret du 20 juin 1957 sur l'urbanisme, devenu anachronique au regard des évolutions intervenues dans le pays en matière d'organisation politique, administrative et territoriale.

Frappé par cette absence de cadre légal devant régir son secteur, le Ministre d'Etat s'est mis au travail pour doter la RDC d'une loi relative à l'aménagement du territoire.

Après sa rédaction et sa présentation au débat au sein du Conseil des Ministres, le projet de loi a été déposé au parlement le 03 octobre 2023 pour son examen et adoption par les députés nationaux et sénateurs.

Il s'agit d'un nouveau texte qui vient garantir bien la mise en œuvre cohérente de la politique nationale de développement et modernisation du pays.

La loi sur l'Aménagement du Territoire (LAT), à en croire son initiateur s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de rationalisation de l'espace national impulsée par le Président Félix Tshisekedi, face aux nombreux défis de désorganisation spatiale et des conflits liés à l'usage des terres en République Démocratique du Congo.

Cette législation pionnière, a-t-il ajouté, est une réponse stratégique aux problématiques liées à l'exploitation des ressources naturelles, à la justice territoriale et à la planification harmonieuse du développement.

Voilà une des réformes importantes opérées par le Minéat Guy Loando dans son secteur dont les grands axes sont notamment, la création d'outils stratégiques tels que le Schéma National de l'Aménagement du Territoire (SNAT), et les Plans Provinciaux et Locaux. Ces deux instruments ont pour mission de coordonner les interventions étatiques et privées pour garantir une gestion cohérente et inclusive des territoires.

Cette loi réformatrice autorise également la mise en place de nouveaux organes techniques suivants, à savoir

l'Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) et du Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT). Il s'agit de deux services qui sont chargés de mobiliser les ressources nécessaires à l'implémentation de cette vision, celle de faire de l'Aménagement du Territoire un pilier stratégique du développement durable de notre pays.

Il importe d'indiquer que la réforme introduite par Guy Loando dans son secteur repose sur un certain nombre des principes directeurs tels que la justice territoriale, la durabilité des ressources naturelles, deux éléments essentiels pour assurer un développement équitable et respectueux de l'environnement.

Pour les observateurs, cette réforme opérée par le Ministre d'Etat de l'Aménagement du Territoire pour mieux gérer ce secteur est une grande réussite à son actif. Raison pour laquelle celle-ci est soutenue par le Président de la République, ainsi que par Madame la Première Ministre Judith Suminwa.

C'est d'ailleurs pour cette raison également que dans le programme gouvernemental, l'Aménagement du Territoire constitue le pilier

3 du programme mis en œuvre sous la coordination de la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka, suivant la vision éclairée de son Excellence Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République, Chef de l'Etat.

Quelles sont les attributions du Ministère de l'Aménagement du Territoire ?

Conformément à l'ordonnance n° 22/003 du 07 janvier 2022, le Ministère de l'Aménagement du Territoire est appelé à jouer un rôle crucial dans le développement du pays.

C'est ainsi que ses principales attributions incluent :

- La conception et élaboration des plans d'aménagement du territoire ;

**...IL IMPORTE D'INDIQUER
QUE LA RÉFORME
INTRODUITE PAR GUY
LOANDO DANS SON
SECTEUR REPOSE SUR UN
CERTAIN NOMBRE DES
PRINCIPES DIRECTEURS
TELS QUE LA JUSTICE
TERRITORIALE**

- L'évaluation des potentialités territoriales, notamment l'évaluation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol national ;
- Le contrôle et surveillance permanents de l'utilisation de l'espace physique du pays ;
- La mobilisation des ressources humaines, matérielles, institutionnelles et financières pour codifier, implanter et administrer le développement durable ;
- La planification et modernisation des villes, en synergie avec d'autres ministères, en l'occurrence Urbanisme et Habitants, Infrastructures et Travaux Publics, Affaires Foncières.

Depuis son avènement à la tête de ce Ministère, Me Guy Loando Mboyo s'est toujours attelé à accomplir toutes ces tâches. Ce qui fait qu'il est l'un des rares ministres à la tête de ce portefeuille ministérielle qui a opéré plus de réformes destinées à renforcer son fonctionnement afin de promouvoir une planification rigoureuse avec les réalités du pays.

Guy Loando Mboyo, un des meilleurs lieutenants de Félix Tshisekedi.

Dès sa nomination au gouvernement de la République, Me Guy Loando Mboyo a vite montré, par la qualité de son rendement, qu'il était là pour servir la nation, et surtout pour accompagner le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de réussir son mandat.

Ainsi, grâce aux réformes et aux résultats obtenus dans son secteur, le Président Félix Tshisekedi n'a pas eu du mal à se faire élire. Aujourd'hui, le Minétat de l'Aménagement du Territoire est dans la même disposition d'esprit, et donc résolument engagé pour permettre au Chef de l'Etat d'honorer sa promesse vis-à-vis de son peuple, promesse contenue dans les 6 engagements de son second quinquennat.

Me Guy Loando Mboyo, à en croire les observateurs, est aussi l'un des membres du gouvernement qui aura un bilan positif à brandir au terme de son mandat.

En effet, aux commandes du Ministère d'Aménagement du Territoire, Guy Loando a posé plusieurs actes majeurs de gestion ci-après :

1. Conception et adoption de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire de la RDC.
2. Élaboration des guides méthodologiques pour l'aménagement du territoire en RDC.

3. Conception du Schéma National d'Aménagement du Territoire.
4. Révisitation du cadre organique du Ministère de l'Aménagement du Territoire.
5. Création de l'Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) et du Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT).
6. Opérationnalisation de l'Observatoire de l'Aménagement du Territoire (ONAT)
7. Conception du Plan National d'Aménagement du Territoire de la RDC.
8. Formalisation de GEO-RDC et création du GEO-PORTAIL pour une gestion efficiente des données géospatiales.
9. Conception de la Loi relative à l'Aménagement du Territoire.
10. Création de la première ville durable à Boma, un projet pilote financé par l'Agence Française de Développement.
11. Élaboration des études et livrables sur le capital forestier et le potentiel agricole.
12. Conception des plans simples d'Aménagement du Territoire pour les Provinces.
13. Dotation de l'Administration en matériels et équipements et réhabilitation des bureaux provinciaux.
14. Consultation des acteurs provinciaux sur le Guide Méthodologique pour l'élaboration des Plans Provinciaux et Locaux.
15. Enrichissement des diagnostics sectoriels et spatiaux pour l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire.
16. Validation du Plan de communication pour la réforme de l'Aménagement du Territoire.
17. Appui technique aux Provinces et aux Entités Décentralisées pour l'élaboration des Plans Simples d'Aménagement du Territoire.
18. Participation à l'élaboration des mesures sectorielles de la RDC dans le cadre du programme du FMI pour la Résilience et la Viabilité.
19. Participation à la 7e réunion de l'initiative Africaine pour la Restauration des Paysages Forestiers.
20. Élaboration des mesures sectorielles pour la diversification de l'économie congolaise.

Qui d'autres, si ce n'est Me Guy Loando Mboyo pour aligner un bilan aussi positif, tout en restant dans la vision du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le Tonnerre



RDC/ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE

DÉSORMAIS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
UNE JUSTICE PURGÉE DE TOUS SES FLÉAUX

Du 6 au 13 novembre de l'année qui s'achève, il s'est déroulé dans l'auditorium du Centre Financier de Kinshasa, les États Généraux de la Justice Congolaise, avec une présence globale évaluée à plus de 3 000 têtes pensantes, toutes les 26 provinces confondues, dont juristes experts et praticiens du droit, défenseurs de droits de l'homme, d'autres universitaires, sociétés civiles, partis politiques, parlementaires, représentants des ministères et ministres...

Cela est intervenu 9 ans après ceux qui ont été organisés en 2015, sous le régime Kabila et l'égide du ministre de la Justice et Droits Humains, dénomination de cette époque-là, Alexis Tambwe Mwamba.

La réforme de la justice congolaise adoptée en cette année-là, 2015, avait accouché d'une affaire de 350 résolutions qui n'ont été appliquées qu'en dessous de la moitié, soit un équivalent d'une centaine de résolutions seulement.

Voilà ce qui a justifié l'objectif de ces États Généraux de la

Justice Congolaise, 2024, à savoir, celui de " **Contribuer à l'instauration d'un véritable État de droit en République démocratique du Congo.** "

Le thème principal était, faut-il le rappeler : " **Pourquoi la justice congolaise est qualifiée d'être malade. Quelle thérapie face à cette maladie?** "

Il s'est agi donc de relever les failles morbidityaires qui gangrènent la justice en République démocratique du Congo désormais purgée de tous ses fléaux. C'est



comme l'a souligné, dans son mot d'ouverture, le Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, en sa qualité de Magistrat suprême de la République Démocratique du Congo..

Une cinquantaine de sous-thèmes ont fait l'objet des travaux en commissions, réparties à travers une dizaine de panels de réflexion : État de droit, Justice de qualité pour tous, modernisation de la Justice...

Les débattants ont analysé, entre autres, la problématique de la séparation des pouvoirs au sein du système

constitutionnel congolais, appelé à son tour, soit dit à propos, à être modifié.

Il a aussi été question pour eux de passer au peigne fin la question de la présomption d'innocence en incidence sur la prolifération des mandats d'amener, ainsi que celle liée à la correction des erreurs dans le cadre des contentieux électoraux.

Pour le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, qui l'avait déclaré lors de son discours inaugural ci-haut évoqué, il faut pour la République Démocratique du Congo une justice congolaise non nuisible de sorte que le salut du peuple congolais ne soit plus compromis par des intérêts égoïstes et corrompus.

Ces assises, faut-il le souligner, ont servi d'instance de prise de parole pendant une huitaine de jours durant lesquels il était question pour chacun, parmi plus de 3 000 participants à ce rendez-vous de la Justice, d'apporter quelque chose de juridiquement correct afin que, ensemble, on puisse léguer à la postérité congolaise un véritable État de droit.

C'est ce qu'a justifié le sens du très applaudi discours du Chef de l'État durant lequel il a proposé des mesures d'extirpation de toutes les mauvaises pratiques qui ont détruit notre Justice, en vue de la redresser une fois pour toutes.

C'est dans ce sens-là aussi que le ministre d'État et ministre de la Justice, Maître Constant Mutamba, a effleuré l'idée de la refonte de la Constitution. Et, c'est comme de fil en aiguille que parmi les résolutions qui ont débouché sur des réformes, beaucoup ont touché à la nécessité que soit révisée la Constitution.

L'idée a évolué aujourd'hui, vu une forte adhésion des affirmations qui l'ont emporté sur les oppositions, vers son changement, en lieu et place de sa simple révision.

C'est ce qui justifie même la petite boutade qu'a faite le Garde des Sceaux de la République Démocratique du Congo à ce sujet :

"Les Constitutions ne sont pas des tentes dressées pour le sommeil. Tout comme les Lois, elles sont appelées à s'adapter aux réalités de la société."

La raison de l'homme d'État en charge de la Justice congolaise reste somme toute valable.

Tout est parti de son constat selon lequel 7 sur 10 Congolais

ne se retrouvent pas dans la justice congolaise telle qu'elle est distribuée à l'heure actuelle en République démocratique du Congo.

Voilà ce qui justifie, foi sur les propos de Constant Mutamba, toutes ces plaintes et tensions sociales autour de la justice en République démocratique du Congo.

L'homme de droit à la tête du ministère d'État en charge de la Justice, avait, avant toutes choses, diagnostiqué et fait l'autopsie comme un médecin de droit, les maladies qui rongent notre Justice.

Il a détecté au plus haut point les mauvaises conditions de vie et de travail qui prévalent dans le monde du personnel judiciaire congolais.

Ces mauvaises conditions, il les a définies comme ayant été à la base, entre autres, de la mauvaise administration de la Justice, de la corruption et de toutes les autres mauvaises pratiques qui ont gangrené le système judiciaire congolais.

Ces États Généraux de la Justice, pour ceux qui ont le vrai sens du Droit, ont réussi à accoucher d'une nouvelle politique nationale de la Justice.

Les panelistes ont, sur base de l'absence constatée des mesures d'application de la politique de réforme ayant découlé des États Généraux de la Justice de 2015, posé un diagnostic au regard des enjeux de l'heure

Ils ont à cet effet réussi à épingler des actions à entreprendre pour l'effectivisation d'un vrai état de droit en République démocratique du Congo.

Somme toute, les États Généraux de la Justice, version Mutamba, a donc été un cadre de conscience collective et de remise en question à la fois systémique et systématique de toutes les mauvaises pratiques qui l'ont caractérisée durant des décennies et qui seront désormais reléguées au passé.

S'il faut en rappeler quelques-unes : Corruptions, impunités, immunités mal fondées, politique judiciaire de deux poids deux mesures, avec excès de poids dans l'un de deux plateaux de la balance au détriment de l'autre, la loi du plus fort qui a même anéanti la force de la Loi elle-même, des saisines intempestives des comptes et avoirs des sociétés tant publiques que privées, des tracasseries policières, des spoliations des maisons des particuliers, des arrestations arbitraires, surpopulation carcérale, avec morts par étouffement, la liste des fléaux à énumérer n'est pas exhaustive.

Cette rencontre de huit jours, riche en perspectives pour le bien-être de la République Démocratique du Congo, selon que c'est la Justice qui élève une Nation, a offert l'occasion

aux parties prenantes de scruter avec toute clairvoyance l'état des lieux du système judiciaire congolais.

Ils sont donc parvenus à identifier et épingler les défis qui ont longtemps entravé son bon fonctionnement.

Ensemble, ils ont réussi, sur recommandation du Magistrat suprême de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi, à tracer les voies de sa renaissance.

Il a aussi été question, durant ces assises, de l'amélioration du climat des affaires à travers, entre autres, la lutte contre le blanchiment des capitaux.



Constant Mutamba, éclairé par la vision du Chef de l'État, veut faire de la justice en République démocratique du Congo un secteur stratégique national dont dépendront tous les autres.

Dans le rapport final qui contient 359 propositions, il y en a une qui met en évidence la nécessité de "subroger" le Conseil Supérieur de la Magistrature par le Conseil Supérieur de la Justice.

L'idée, c'est d'y faire participer tout praticien du droit et non seulement les magistrats, comme il en a longtemps été le cas.

Il y aura donc dans ce Conseil Supérieur de la Justice, en plus du Magistrat, qui ne perdra pas son indépendance, les avocats, les procureurs, les officiers du Ministère public, les officiers

de la Police judiciaire, ceux de l'État civil, les huissiers, les notaires, les défenseurs de droits de l'homme...

Un accent a également été mis sur la justice transitionnelle, avec ses 4 préalables, à savoir : volonté politique, appropriation du processus par la population, neutralité des acteurs devant intervenir et, enfin, disponibilité des moyens pour sa mise en place.

Les participants ont insisté sur la nécessité de la vulgarisation des textes afin que nul n'ignore la Loi.

Il faut dire que les réformes initiées durant ces États Généraux de la Justice viendront s'ajouter à celles que le ministre d'État en charge de la Justice et Garde des Sceaux, Constant Mutamba, avait mises en place loin avant même la tenue de ces assises.

Il s'agit, entre autres, de : l'insaisissabilité des entreprises et services publics ; l'instauration de la caution judiciaire pour la protection des entreprises contre les plaintes abusives ; l'assainissement des décisions de la Justice ; la bancarisation des frais de Justice et, enfin, le désengorgement des maisons carcérales.

Le Tonnerre



MADE IN RDC

Sokin
Agro Alimentaire
Tu es entre de bonnes mains



Sokin

Agro Alimentaire

Tu es entre de bonnes mains





ONATRA SA : PROTECTION DES EMPLOIS ET DE L'OUTIL DE PRODUCTION, ET CONSOLIDATION DES ACQUIS

LE DG MARTIN LUKUSA RESTE LE MEILLEUR LIEUTENANT DE FÉLIX TSHISEKEDI

Elu à plus de 73% des suffrages exprimés lors de la présidentielle de décembre 2023, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a pris l'engagement devant le peuple congolais, dès l'entame de son second quinquennat, de consolider les acquis de son premier mandat dans tous les secteurs vitaux de la nation.

Pour le faire, le Chef de l'Etat devra compter sur les hommes et les femmes à qui il a confié la responsabilité d'animer les différents segments de la chose publique. Et ce sont donc ces différents lieutenants placés à la tête des instances, services et établissements publics qui doivent faire le job,

en commençant, chacun, à matérialiser la vision de l'autorité suprême dans son domaine d'activités.

Depuis qu'il est à la tête de l'Office National des Transports (ONATRA SA), le Directeur Général Martin Lukusa Panu ne fait que ça : réhabiliter,

renouveler et moderniser l'outil de production, améliorer la santé financière de l'entreprise en vue de protéger les emplois, pourquoi pas en créer d'autres.

Dans son discours d'investiture, le Président Félix Tshisekedi a promis la création de 6 millions d'emplois durant les cinq prochaines années. En Manager averti, Martin Lukusa Panu a compris que pour permettre au Chef de l'Etat de remplir cet engagement, il faut déjà protéger les emplois qui existent.

Mu par cette détermination à accompagner la vision le peuple d'abord, le D.G. de l'ONATRA, avec les maigres recettes que réalise son entreprise, a réussi l'exploit d'entreprendre des travaux de réhabilitation du port maritime international de Matadi, lesquels ont abouti à la rénovation des quais 1 et 2. En ce moment précis, les travaux de modernisation de ce port et de ses équipements se poursuivent, notamment avec le bétonnage de l'arrière quai 1 et quai 2.

Aujourd'hui, le port de Matadi a repris ses activités portuaires traditionnelles, caractérisées par les accostages réguliers des navires et un service de manutention désormais à la hauteur.

On doit rappeler que bien avant ces travaux, le Port de Matadi était presque en cessation d'activités, étant donné qu'il avait perdu plus ou moins 75% de ses volumes conteneurs au profit des ports privés.

Comme on pouvait s'y attendre, cette baisse d'activités a entraîné ipso facto une diminution importante des revenus de l'ONATRA SA avec toutes les difficultés qu'elle a engendrées, notamment l'accumulation d'arriérés de salaires, la vétusté de l'outil de travail faute d'investissement pour l'acquisition des équipements.

Il faut noter que grâce à son management éclairé et à son courage, Martin Lukusa Panu a surpris tous ceux qui souhaitaient la mort du Port de Matadi, au premier rang desquels les privés installés aux côtés des installations portuaires de l'ONATRA et qui lui font une concurrence déloyale, lorsqu'il a décidé d'engager des fonds pour la rénovation des quais.

Et c'est grâce également au regain d'activités dans ce port que les partenaires privés se

sont bousculés au portillon de l'ONATRA SA, redevenu crédible, pour conclure des contrats de concession.

Le mieux offrant de tous ces concessionnaires qui sont venus, fut la firme MCTC avec qui l'ONATRA est aujourd'hui en partenariat gagnant-gagnant pour la modernisation du Port de Matadi.



Dans ce contrat, il sied de préciser que la concession ne concerne que les activités des conteneurs.

Les avantages que la République Démocratique du Congo et l'ONATRA vont tirer du partenariat avec le MCTC sont de deux ordres, à savoir :
la réduction significative des coûts d'exportation et d'importation ;
la réhabilitation et la modernisation du terminal à conteneurs du Port de Matadi.

On peut relever également que les travaux de construction des infrastructures et l'acquisition de nouveaux équipements vont à coup sûr générer des revenus importants pour l'Etat et l'ONATRA SA.

Dans ce contrat, il est prévu aussi la formation et le renforcement des capacités des travailleurs de

des congolais au travail.

Toujours dans sa politique de la protection de l'outil de production et des emplois à l'ONATRA, Martin Lukusa Panu ne s'est pas limité seulement à rendre la vie au Port de Matadi.

C'est ainsi qu'après le port, il a pris une fois encore son courage managérial pour investir dans la réhabilitation du chemin de fer Kinshasa-Matadi. Interrompu depuis plusieurs années, le trafic ferroviaire entre ces deux villes a repris. Le lancement du premier train sur ce tronçon a été donné par le Directeur Général avec 19 wagons marchandises. Cela permettra de soulager la route qui, aujourd'hui, est abondamment utilisée, ainsi que le désengorgement du Port de Matadi.

Géant dans le secteur du transport en République Démocratique du Congo, l'ONATRA SA a décidé, grâce à l'ingéniosité de son Directeur Général, de venir au secours des autorités provinciales de la Ville de Kinshasa, sur le plan du transport en commun et des embouteillages.

Ainsi, en vue de résoudre tant soit peu ces deux épineuses questions, l'ONATRA a mis en service, pour la première fois en RDC, les taxis fluviaux.



l'ONATRA ainsi que le transfert de technologie, pour permettre l'efficacité des opérations portuaires.

Enfin, comme recherché par le comité de gestion dirigé de mains de maître par le Directeur Général Martin Lukusa, la concession accordée à la firme MCTC permettra en outre de sécuriser et de pérenniser les emplois à l'ONATRA SA. Cela va dans le sens de la vision du Président Félix Tshisekedi qui tient à mettre le maximum





Pour ce faire, cette société s'est dotée de trois canots rapides respectueusement baptisés Dr. Étienne Tshisekedi wa Mulumba, Simon Kimbangu et Kimpa Nvita qui, dans un premier temps feront la traversée entre Kinshasa et Brazzaville ; et dans le second temps, le trafic entre le Centre-ville et Maluku via Kinkole. Les débarcadères sont en train d'être construits pour permettre aux passagers d'embarquer et de débarquer en toute sécurité et dans le confort.

Outre la protection de l'outil de production, Martin Lukusa est le rare si pas le seul qui a décidé de revaloriser le patrimoine immobilier de l'ONATRA. Laissés dans l'abandon depuis des lustres, les bâtiments, les immeubles, les villas et autres concessions appartenant à l'ONATRA ont reçu une cure de



jouvence. Cette opération a non seulement permis de mettre les agents et cadres de cette Entreprise dans les meilleures conditions de travail, mais aussi et surtout permis de renflouer ses caisses, en faisant louer ces bâtisses et en cédant certaines concessions aux privés et ce, à



; travaux destinés à la réhabilitation et modernisation des entrepôts en vue de les mettre en location. Sur les espaces vides de cette installation portuaire, il est prévu l'érection de nouveaux entrepôts aux standards internationaux. Plutôt que de laisser ce lieu à la merci des Kulunas et autres malfrats, Martin Lukusa a trouvé bon de le rentabiliser au profit de l'Office qui a besoin de beaucoup de moyens financiers pour apurer sa lourde ardoise sociale. C'est encore et toujours ce gestionnaire



durée déterminée.

Dans cette même optique, le DG Martin Lukusa Panu a décidé d'entreprendre des travaux de grande envergure dans le Port fluvial de Kinshasa





exceptionnel, Martin Lukusa Panu, qui a reçu, grâce à son plaidoyer auprès des Ministères d'Etat de la Justice et du Portefeuille, à mettre fin à cette pratique judiciaire maffieuse selon laquelle, à l'aide des faux jugements, on pouvait saisir les comptes bancaires de l'ONATRA SA, l'empêchant ainsi de fonctionner normalement.

À l'heure actuelle, il est vrai que tout n'est pas encore rose en termes d'apurement des arriérés des salaires des travailleurs et d'envoi à la retraite des 3.000 autres qui attendent impatiemment leurs indemnités de fin de carrière. Ce qui est vrai aussi, c'est le fait que depuis l'avènement du comité Martin Lukusa, on a connu des améliorations notables sur le plan de la majoration des salaires,

la régularité dans la paie, la réduction du nombre des mois d'arriérés de salaires où encore l'envoi de plus de 1000 travailleurs à la retraite de manière décente, munis de leurs indemnités de sortie, au cours d'une cérémonie solennelle présidée par le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

On doit honnêtement reconnaître à la Direction Générale actuelle toutes ces avancées, sans lesquelles l'ONATRA SA ne serait pas tel qu'il se présente en ce moment.

Le Tonnerre





LE D.G. VICTOR TUMBA CONTINUE D'ACCOMPAGNER LA VISION DU CHEF DE L'ÉTAT POUR SON SECOND QUINQUENNAT

Le Directeur Général de l'Office des Voiries et Drainage, en l'occurrence le D.G. Victor Tumba Tshikela, a rassuré qu'il est en train de maintenir jusqu'ici au sein de l'OVD le même rythme de travail en vue de mieux accompagner le second quinquennat du Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi, de la même manière qu'il a fait lors de son premier mandat. Il l'a fait savoir lors de la longue interview qu'il nous a fait l'honneur de nous accorder dans son bureau de travail à Limete.

L'entretien a mis en évidence, entre autres, la présence de l'OVD sur le terrain des travaux, l'inadéquation entre la planification physique et la planification financière, le projet 3 Communes, la problématique des inondations, la question des érosions, le dérèglement climatique, le devoir d'appropriation par la population congolaise des infrastructures routières mises à leur disposition...

Ci-dessous l'intégralité de l'interview

1ère Question : Monsieur le Directeur Général, pendant le premier mandat du Président Félix Tshisekedi, on a vu l'OVD démarrer en trombe et son Comité de gestion très actif dans la réalisation des projets d'infrastructures routières et de modernisation des voiries urbaines. Pendant le second quinquennat, on sent de moins en moins l'impact de l'OVD sur le terrain. Cela est-il dû au manque des projets ou c'est faute de moyens pour financer les travaux ?

Victor Tumba.Tshikela : Merci pour la question



monsieur le journaliste ! Vous dites que l'OVD durant le premier quinquennat du Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi était actif et que durant ce deuxième quinquennat il n'est plus actif. Non !

Le même rythme de travail que nous avons lors du premier quinquennat, c'est le même que nous continuons à avoir durant ce second quinquennat du Chef de l'État.

Ce qu'il faut dire est que la République Démocratique du Congo est un pays aux dimensions continentales. Les gens ont peut-être leurs regards seulement tournés vers Kinshasa, or nous avons plusieurs activités à l'intérieur du pays. Nous gérons 26 provinces.

Donc on a des activités que peut-être beaucoup de gens ignorent. Toutes les activités n'étant pas concentrées dans la ville de Kinshasa, c'est comme ça que les gens ont l'impression que nous avons diminué le rythme de travail. Nous avons gardé le même rythme de travail.

Certes, il est vrai que nous sommes confrontés aux problèmes de financement. C'est une réalité et je le dis toujours qu'il faut qu'il y ait convergence entre la planification physique (les identifications des projets, les études de faisabilité, les évaluations des travaux, la contractualisation) et la planification financière.

Pour que la planification physique que nous faisons soit efficace, il faut qu'il y ait une planification financière. S'il n'y a pas convergence entre la planification financière et la planification physique, il se pose un problème. Pour étayer ce que je suis en train de dire, je vais, à titre

illustratif, donner le cas du projet "3 Communes", qui est un projet que nous avons lancé en PPP, pratiquement où dans le cadre du montage qui a été fait, nous avons dit que les entreprises feront 20% et le Trésor Public

commencera à rembourser au moment où les entreprises auront atteint 20%. Mais, qu'est-ce nous n'avons pas connu pour ce projet ? Sur les 9 entreprises, il y en a eu 8 qui avaient atteint déjà 20%, mais curieusement elles n'ont pas été payées au moment voulu. On a dû attendre huit, neuf mois et durant ce temps les travaux ont été interrompus. Ce qui fait peut-être que nous ne soyons pas plus présents sur le terrain.

et c'est seulement maintenant que le paiement vient de s'effectuer. Comprenez, 8 mois après !

Il peut y avoir des inadéquations dans les exécutions des travaux qui font qu'aujourd'hui les gens ont l'impression de ne pas voir ce que l'OVD est en train de faire.

À chaque lutte anti-érosive, nous avons eu à exécuter beaucoup de travaux. Aujourd'hui la plupart de ces sites érosifs connaissent des problèmes, justement par manque de financement.

Ça c'est un élément important qu'il faut souligner. Vous savez : l'OVD est une entreprise publique qui a pour source principale de financement le Trésor public. Nous avons aussi le FONER qui fait partie du Trésor public, mais qui est en même temps un partenaire technique et financier qui intervient de manière ponctuelle. Mais la grande partie de notre financement provient du Trésor public et la rubrique la plus importante, c'est le budget d'investissement.

C'est là que nous positionnons les différents projets que nous réalisons à travers le pays.

Vous comprenez que le Trésor public



a en face de lui plusieurs urgences ,notamment, les aspects sécuritaires à l'Est qui exigent une très forte mobilisation des ressources.Vous avez la gratuité de l'enseignement ainsi que la couverture santé universelle. Tous ces éléments demandent des ressources.

Donc le Gouvernement se trouve avec une casserole, mais au-devant de cette casserole il y a beaucoup d'enfants en train d'attendre les moyens. Et il sied de prioriser ce qui est urgent.

Cela constitue aussi un handicap, certes, mais il faut comprendre que le Trésor public est confronté à plusieurs problèmes qu'il doit résoudre.

S'il y a convergence entre ces deux planifications, nous pensons que la production sera grande. C'est ce qui pose problème, mais cela ne nous empêche pas de continuer avec le même rythme de travail.

Mais ce que les gens ne savent pas, c'est que, depuis l'avènement du Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi, nous l'OVD, nous avons pu réaliser, en termes de voirie, au moins 600 kilomètres. Vous direz que c'est rien, vu la superficie du pays. Il faut souligner qu'au moment où le Chef de l'État prend le pouvoir, quel était l'état des infrastructures ?

Nous avons trouvé un état de délabrement très avancé, évalué à 85%.

Les actes que nous sommes en train de poser, c'est une façon pour nous d'améliorer les choses.

Le Président est en train de poser les jalons dans le développement des infrastructures. Il est en train de lutter contre l'état de délabrement qu'il a trouvé afin d'améliorer l'état actuel.

Par rapport à la perception que les

gens peuvent avoir, on a l'impression que l'on ne fait rien, mais nous qui sommes dans le secteur, nous savons que l'OVD ne ménage aucun effort pour accomplir la mission lui assignée par le Gouvernement.

Réaliser les 600 kilomètres tel que nous l'avons fait, avec au moins 50 sites érosifs que nous avons maîtrisés, c'est un exploit.

Je te donne un exemple : nous avons à Lisala une érosion qui a duré à peu près 42 ans, à l'époque du Président Mobutu. Il fallait donc attendre l'arrivée du Président Tshisekedi pour que cette érosion soit prise en charge. Nous avons Mbalatshitolo, au Kasai, qui a fait presque la même durée ; mais aujourd'hui, cette érosion de plus ou moins 30 mètres de profondeur et qui était tentaculaire, est en train d'être absorbée, à la grande satisfaction de la population.

C'est vous dire qu'il y a un travail en train d'être fait.

Les besoins sont énormes et nous ne pouvons pas avoir la prétention de tout terminer.

Mais ce qui est important, c'est cette volonté politique que le Chef de l'État est en train d'imprimer dans le domaine du développement des infrastructures.

2^e Question : Nous sommes en pleine saison des pluies à Kinshasa, aucun quartier n'est épargné par les inondations. Avez-vous un plan de riposte et les moyens de sa mise en œuvre ?

V.T.T. : La problématique des inondations, on ne la connaît pas qu'à Kinshasa, mais à travers le pays tout entier , comme c'est le cas de la ville de Mbandaka.



Il existe plusieurs causes qui concourent aux inondations.

La première de ces causes, c'est le déficit en termes de système des drainages. Nous n'allons pas nous voiler les yeux, aujourd'hui, nous avons un système de drainage qui est déficitaire. Il nous faut rattrapper

ce gap. Rattrapper ce gap, c'est-à-dire que nous devons chercher des ressources pour pouvoir y faire face, afin d'avoir tout un système qui permette de drainer les eaux et de les amener vers les exutoires.

Deuxième élément qu'il faut souligner, c'est le comportement incivique de la population congolaise. On observe les caniveaux qui sont complètement bouchés, malgré le curage. Ce qui fait que l'eau, au lieu d'aller dans les caniveaux, elle sort et cause des dégâts. Ou bien le lit sur lequel on trouve des gens qui ont placé des constructions anarchiques le long des quais des rivières. Ce qui fait qu'aujourd'hui on ne sait pas faire le curage normal. Ça c'est le facteur homme qui est à la base de ces constructions anarchiques. Il y a aussi les comportements inciviques de la population.

Nous avons par exemple dans le cas de la ville de Kinshasa, une autre raison, c'est que : l'exutoire naturel, qui est le fleuve, pose aujourd'hui un problème. La ville de Kinshasa a onze émissaires qui permettent d'évacuer les eaux vers le fleuve ; mais les plus importants de ces émissaires, il y en a quatre : c'est la rivière Gombe, la rivière Basoko, la rivière Bitshakutshaku et la rivière Mokali.

Mokali ne pose pas beaucoup de problèmes.





Mais
l e s
t r o i s
autres sites
posent un grand

probleme, parce que si vous prenez Basoko, au bout de Basoko, vous avez la baie de Ngaliema. Vous avez Gombe à la sortie de Planète "J" où se trouve un terrible étranglement. Vous avez enfin Bitshakutshaku où vous avez des constructions anarchiques qui ne permettent pas à l'eau d'arriver au niveau du fleuve.

Il y a un autre élément important qui ne relève pas du ministère des Infrastructures et Travaux publics, mais qui est l'apanage du ministère des Transports et Voies de Communication. Il s'agit du fleuve où il y a montée de sable, justement là où il y a un îlot.

Observez lorsqu'il pleut pendant que vous êtes au niveau de la rivière Gombe, au pont Dag Harmaskjold, vous allez voir, au lieu que les eaux de la rivière débitent dans le fleuve, c'est plutôt les eaux du fleuve qui débitent dans la rivière. Et quand vous avez ça, les deux écoulements se rencontrent. Il n'y a plus écoulement et par conséquent ce sont les inondations. Donc il y a un grand travail qui doit être fait à ce niveau-là.

Il faut reconnaître aussi la dévégétalisation qui se

fait souvent à travers la ville de Kinshasa, comme à l'intérieur du pays.

Chacun veut avoir une portion de terre. Mais on est dans des zones sujettes à des érosions qui peuvent provoquer des ravinements et lorsqu'il pleut, c'est des catastrophes énormes.

Donc, il y a un travail qui doit être fait et, je l'ai dit, il faut rattraper le gap !

Il y a aussi un autre élément, peut-être je ne l'ai pas souligné, ce sont les zones dites inondables. Je vous donne un cas. C'est comme Mbandaka, c'est une zone inondable.

Les gens sont proches et lorsque les eaux montent, ça ne peut que vous rattrapper.

Deuxième élément, ce sont des quartiers inondables. Normalement c'est des quartiers non édificables. C'est le cas de Ndanu. Ndanu, c'est un quartier où il y avait des rizières à l'époque avec des Chinois. C'est un sol marécageux dans lequel l'eau ne s'infiltrait pas facilement.

Vous faites des lotissements dans des quartiers pareils, et en plus, sans aucun système de drainage, il faut vous attendre, lorsqu'il pleut, l'eau ne s'infiltrant pas suffisamment, à de fortes inondations.

Donc c'est un problème d'urbanisation et d'aménagement du territoire qui est posé et qu'il faut régler en amont. Il y a le problème de constructions anarchiques. C'est à dire que les gens octroient des



autorisations de bâtir comme bon leur semble. Ça ce sont les différentes stratégies qui doivent être menées pour atténuer les inondations.

Ne l'oubliez pas, nous avons le changement climatique qui pose le problème de la crue que personne ne peut arrêter. Comme ça a été le cas dernièrement dans la ville de Valence en Espagne. C'est aussi le cas de Paris qui connaît ce même phénomène dû au changement climatique.

Lorsque l'on est en face du changement climatique, il n'y a que deux opérations qui doivent être faites. Premièrement **"l'atténuation qui ne peut se faire que par le curage systématique et à temps des caniveaux."**

Deuxième chose: Éviter des constructions anarchiques qui peuvent constituer des obstacles à l'écoulement convenable des eaux.

Sur le plan de l'urbanisation, il faut positionner les gens aux endroits appropriés. Évitez des zones inondables, des zones non édificables.

Vous avez aussi et surtout le changement des mentalités. L'inondation est un phénomène qui est multidisciplinaire, qui prend en compte beaucoup de Ministères.

Nous avons fait nous-mêmes ici en interne une réflexion sur la problématique des inondations et la note y relative, notre ministre (Alexis Gisaro) a été la présenter au Conseil et il y a des résolutions qui avaient été prises et qui jusqu'aujourd'hui ne sont pas encore applicables, mais ça permettra d'atténuer tout ce que l'on est en train de connaître comme problèmes à l'heure actuelle.

Nous compatissons avec la population qui se retrouvent dans des situations déplorable, mais il y a un travail qui doit être fait.

Aujourd'hui, je lisais un rapport qui m'a été fait par notre inspection.

À la suite des dernières pluies qui ont fait des dégâts à travers la capitale, nos services ont circulé à travers la ville et ont fait des propositions qui vont dans le même sens que celles que j'ai évoquées, pour chercher à atténuer ce problème des inondations, pas seulement ici à Kinshasa, mais à travers toute l'étendue du pays.

3^è Question : Pouvez-vous nous dresser le bilan préliminaire des réalisations de l'Office des Voiries et Drainage pour l'exercice 2024 ?

V.T.T. : Vous savez, j'ai l'habitude de présenter mon bilan à la fin de l'année. Je vous dirai d'attendre la fin de l'année lorsque je vais présenter mon bilan durant un point de presse que je vais convoquer à cet effet. Mais, il y a des choses que nous avons réalisées, par exemple, 2024, nous venons de terminer à Mbuji-Mayi les 35 kilomètres de route. Le projet Tshilejelu a repris à Mbuji-Mayi où nous avons déjà asphalté la route Lusambo, l'avenue Odia David. Nous venons d'arrêter des érosions à Boende et à Gemena. Nous sommes en train de travailler sur une forte érosion à Lisala. Nous avons arrêté des érosions à Bumba. Nous avons dans le Katanga réhabilité plusieurs voiries. Bref, je préfère que vous attendiez notre point de presse auquel je vous convie d'avance. C'est alors que nous pourrons faire le bilan en ce moment-là.

4^è Question : Lors de votre point de presse au mois de mars de cette année durant lequel vous avez donné le bilan de vos actions de 2023, vous vous êtes montré très optimiste quant au développement des infrastructures en RDC. Aujourd'hui, avez-vous le même optimisme ?

V.T.T. : J'ai le même sentiment de satisfaction pour la simple raison qu'aujourd'hui, au sein de notre ministère, il existe un plan quinquennal qui a été élaboré avec le concours de tous les services sous le pilotage de notre ministre qui a été le présenter au Conseil des ministres.

Ce plan définit la projection de développement des infrastructures jusqu'en 2028. C'est un programme ambitieux de 12 000 kilomètres de routes sur 5 ans.

C'est vous dire qu'aujourd'hui, quand vous regardez notre réseau routier, vous vous rendez compte que nous avons à peine 3000 kilomètres qui sont asphaltés. Et si nous arrivons à pouvoir réaliser cette projection de 12000 kilomètres, nous pensons que nous allons changer la physionomie de notre pays.

Ce qui me permet de dire que nous sommes optimistes, parce que le plan en question prend en charge et l'Office des Routes et l'OVD, dans sa projection de réaliser les travaux.

Actuellement, il existe un projet, bien que ce n'est pas

l'OVD, mais nous y sommes en train de participer, en tant que mission de surveillance. Il s'agit de la rocade dont le Chef de l'État a lancé, la construction sur "63 kilomètres".

Vous nous avez vu à Kisangani en train d'expliquer au Chef de l'État sur une soixantaine de kilomètres de voirie et allez à Bukavu et à Goma, vous allez voir les travaux qui sont en train d'être réalisés.

Donc, je ne peux être qu'optimiste quand je regarde le plan quinquennal qui a été élaboré par notre ministre et qui projette de pouvoir mieux développer les infrastructures en République démocratique du Congo

Et nous voulons par la même occasion demander à la population congolaise de bien vouloir s'approprier la vision du chef de l'État et en même temps de croire à sa volonté politique.

Parce qu'à la tête de ce pays, nous avons un homme qui a la vision de pouvoir développer nos infrastructures.

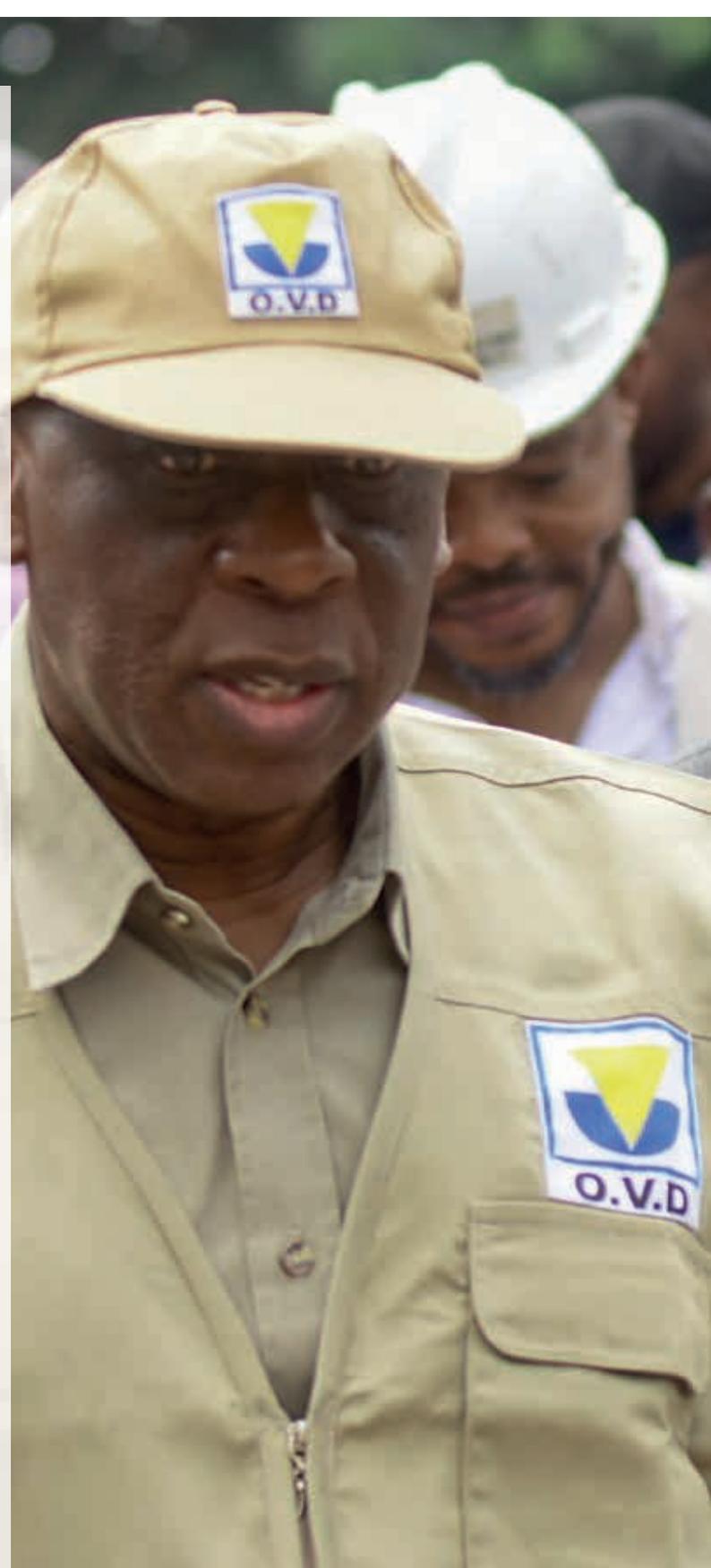
5è Question : Lors de l'Expo Béton 2024 tenue à Kinshasa au mois de septembre, les participants ont circonscrit les défis auxquels les villes de la RDC font face, notamment la progression de plusieurs têtes d'érosion, des inondations récurrentes, le redimensionnement des ouvrages de drainage. En votre qualité d'expert, que proposez-vous comme remède ?

V.T.T. : Je vais essayer de rencontrer votre préoccupation. Nous avons d'abord un cas, en ce qui concerne le système des drainages. Ça je l'ai dit, il ne faut pas se voiler les yeux. Vous savez que la ville de Kinshasa, à l'époque coloniale, n'avait que 500 000 habitants. Aujourd'hui, il y a une explosion démographique et avec l'exode rurale, nous sommes aujourd'hui à plus ou moins 17 millions d'habitants.

Les rejets d'eau, en termes de ruissellement, augmentent tous les jours.

Malheureusement l'urbanisation n'a pas suivi. Ce qui n'a pas permis de pouvoir développer les infrastructures pour permettre de prendre en charge toute cette quantité d'eau qu'il faut rejeter.

Un autre élément, c'est que nous n'avons pas un plan d'aménagement du territoire. Parce que vous savez,



le développement des villes, c'est d'abord un plan d'aménagement. C'est ça le schéma.

Il faut retenir qu'il existe un plan d'aménagement du territoire où le ministère de l'Urbanisme et Habitat vient puiser pour faire un plan particulier d'aménagement. Quand l'Urbanisme a achevé, c'est en ce moment-là que le Foncier vient pour pouvoir faire ce que nous appelons "Le Plan assaini".

Quand on parle du Plan assaini, je vois, vous avez la



qu'avant il n'y en avait que 700).

Donc, vous comprenez que c'est déjà un problème. Nous devons absolument rattraper le gap !

Deuxième chose, nous devons prendre en charge la problématique des luttes anti-érosives. Parce qu'elles causent des dégâts humains et matériels importants.

Là, je dis : l'homme est aussi au centre de tous ces problèmes que nous connaissons, via par exemple, la dévégétalisation.

Nous avons quinze provinces qui sont sujettes aux érosions. Nous avons fait un programme de lutte anti-érosives qui avait été même présenté au Conseil des ministres et qui faisait à peu près 126 millions de dollars. Mais le Gouvernement a fait savoir qu'il fallait définir les priorités et c'est ce qui a été fait.

Ces dernières ont équivalu à 37 millions de dollars, mais malheureusement elles n'ont pas été exécutées. Donc, comprenez que c'est ça la difficulté.

Je crois que, dans la ville de Kinshasa, où tout le monde est en train de décrier que les voiries, ça ne marche pas, nous avons réussi à faire à peu près 120 kilomètres de voirie. C'est rien par rapport à 3600 kilomètres. Ça ne fait même pas 10%, ça fait à peu près 5%.

Quand vous regardez la densité des voiries à travers les pays subsahariens, vous avez des ratios de 25 kilomètres au kilomètre carré, mais nous, nous n'avons que 0,08 kilomètre au kilomètre carré.

Donc, c'est pour montrer que nous avons un gap que nous devons faire absorber. Pour faire absorber ce gap, il y a toute une planification qui doit être faite, dans les deux sens de la planification physique et planification financière, sur la base des études qui doivent être projetées. Devant ce problème, allons-nous croiser les bras ?, Non !

voirie, le système des drainages, l'adduction d'eau et la desserte en électricité.

Au regard de cette explosion démographique, nous n'avons pas suivi en termes d'infrastructures. Vous savez, la ville de Kinshasa compte 3600 kilomètres de voirie que nous gérons. Sur ces 3600 kilomètres, la ville de Kinshasa a 820 qui sont asphaltées (dans les 820, j'ajoute les 120 nouveaux kilomètres, parce

Vous savez par exemple dans la ville de Kinshasa, il existe des voiries que nous n'avons pas touchées depuis 2020. Prenons les cas des avenues Kabambare, Kabinda et Kasai où l'on n'a pas jusqu'ici travaillé, par manque des ressources ou plutôt d'adéquation entre la planification physique et la planification financière.

6è Question : Monsieur le DG, cet entretien arrive à son terme, ainsi quel est votre mot de la fin et avez vous un message d'espoir à passer au peuple congolais qui est dans la détresse et qui attend voir l'OVD à l'œuvre pour un service durable et de qualité ?

V.T.T. : Le message d'espoir que je dois passer à la population congolaise est celui de leur demander de croire à la vision du Chef de l'État parce qu'il a affiché une volonté ferme. Et à travers le gouvernement qui est en train d'appliquer cette vision, il y a tout un programme , comme je viens de vous le dire. Il y a le plan quinquennal qui a été élaboré pour 5 ans, pour

faire 12000 kilometres.

Il faut donc aller vers les chiffres pour réduire le gap. Je crois que l'espoir est fondé par le fait qu'aujourd'hui toutes les structures qui travaillent dans le secteur des infrastructures, je veux dire: l'OVD et l'Office des Routes, n'avaient pas du matériel.

Le Chef de l'État vient d'acheter 5 000 engins de génie civil qui viennent progressivement et qui vont nous permettre d'augmenter nos capacités d'intervention. Nous pensons que, en mettant tous nos efforts ensemble, nous pouvons croire au développement des infrastructures.

Le Chef de l'État a réussi à poser les jalons de la renaissance des infrastructures en République démocratique du Congo. Ça va nous aider à réduire le taux de





délabrement
qui était
évalué à 85% à son
arrivée au pouvoir.

Les actes que pose le Chef de l'État, c'est pour l'amélioration de l'état actuel des choses.

Donc il y a un travail qui a été fait et vous voyez que le gap est en train de diminuer.

C'est donc l'occasion pour moi de dire à la population congolaise de croire en cette vision du Chef de l'État et de s'approprier le travail qui est en train d'être fait.

Quand je parle de la population congolaise, c'est à dire que ces infrastructures, nous devons les garder et les utiliser en bons pères de familles.

Je vous donne un cas que l'on est en train de déplorer. Si vous passez sur l'avenue Opala, l'avenue des Sports et l'avenue Shaba, qui viennent d'être réhabilitées dans la commune de Kasa-vubu, vous y trouvez des garages de parts et d'autres. Ces garages, lorsqu'ils travaillent, c'est des huiles qui tombent sur la chaussée. Or, les huiles avec les bitumes, ça ne colle pas. Après, vous allez dire que l'OVD fait des routes à usage unique. Mais les conséquences, c'est quoi ? Il s'agit donc d'un manque d'appropriation notoire de la part de la population congolaise. L'appropriation de la population doit se remarquer dans le civisme. On ne doit pas aller

obstruer les caniveaux ni faire sur ces derniers des constructions anarchiques.

Nous demandons donc à la population congolaise de savoir s'approprier les infrastructures publiques.

Nous avons fait des travaux de lutte anti-érosives à Masikita, mais aujourd'hui, ça commence à bouger pourquoi ? Parce qu'il y a des gens qui sont allés enlever les moellons au niveau des dissipateurs pour aller en faire je ne sais quoi. Mais, ils ne se rendent pas compte du danger qu'ils sont en train de créer. Le fait d'enlever ces moellons, ça peut encore réactiver l'érosion et on risque de tout perdre. Manque d'appropriation !

Nous demandons donc à la population de croire en la vision du Chef de l'État qui veut développer les infrastructures, de croire en cette volonté politique qu'il a affichée et de croire en l'expertise des structures, telle que l'OVD, qui travaillent dans le secteur des infrastructures.

**Propos recueillis par Fiko Kasongo Éditeur
du Magazine Le Tonnerre et Ruth Amafe
journaliste.**



RDC / CEEC

SUR DEMANDE DU CHEF DE L'ÉTAT FÉLIX TSHISEKEDI, LE COMITÉ FREDDY MWAMBA COMPTE INSTALLER DES LABORATOIRES DANS PLUSIEURS PROVINCES DU PAYS

Depuis son avènement à la tête du Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Substances Minérales Précieuses et Semi-précieuses (CEEC), le Comité de gestion que dirige d'une tête bien posée sur les épaules le Directeur Général Freddy Muamba, ne cesse de réaliser des exploits en termes aussi bien de modernisation de l'outil de travail existant que d'acquisition d'autres équipements beaucoup plus performants de dernière génération, sous expectative.

C'est le cas du laboratoire d'analyses chimiques multifonctionnel et ultra-moderne, que le CEEC vient d'implémenter sur fonds propres au Centre de Négoce de Musompo, situé dans la banlieue de la ville de Kolwezi, dans la province cobaltifère du Lualaba.

Ce laboratoire multifonctionnel et ultra-moderne, faut-il le souligner, est capable de réaliser

toutes sortes d'analyses, en l'occurrence: analyse spectrométrique sur base du plasma à couplage inductif (ICP), analyse spectrométrique d'absorption atomique (SAA), analyse spectrométrique SPARK et analyse spectrométrique par fluorescence X ou X-ray fluorescence (XRF).

"Cette acquisition a été rendue possible



...CE LABORATOIRE, FAUT-IL LE FAIRE SAVOIR, EST VENU REMETTRE LE CEEC DANS LE CERCLE FERMÉ DES GRANDES STRUCTURES MONDIALES SPÉCIALISÉES EN ANALYSE, ÉVALUATION ET CERTIFICATION DES MINÉRAIS...

congolais est en bonne posture, en triples termes d'augmentation de ses recettes, de connaissance réelle de la valeur et de la nature de ses minerais.

Au Lualaba où se trouve installer ce laboratoire, les creuseurs artisanaux ont vu leurs revenus augmenter, d'autant plus que le CEEC leur communique de façon régulière la valeur exacte des minerais qu'ils extraient.

Lors de sa visite à l'occasion de l'inauguration du Centre de Négoce de Musompo ci-haut évoqué, le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo s'est dit très impressionné par la qualité de cet important outil de travail. Ainsi, après avoir adressé ses mots de félicitation à la Direction Générale du CEEC pour cette performance managériale, l'instruction a été donnée au Comité de gestion de dupliquer cette

expérience à travers toute l'étendue de la RDC, afin que le pays puisse connaître exactement la nature des minerais qui sortent de son sous-sol et combien ils coûtent réellement sur le marché international.

Ce laboratoire, faut-il le faire savoir, est venu remettre le CEEC dans le cercle fermé des grandes structures mondiales spécialisées en analyse, évaluation et certification des minerais.

Conformément aux instructions de la Haute Autorité du pays, le Président Félix-Antoine Tshisekedi, le DG Freddy Muamba Kanyiku et toute son équipe ont travaillé d'arrache-pied pour acquérir dans un futur proche, d'autres laboratoires du même acabit.

Foi sur les propos du numéro Un du CEEC, au sein de l'espace grand Katanga, Kipushi et

grâce à la volonté personnelle du Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, qui a vite compris que le Pays perdait l'essentiel de ses recettes dans ce domaine, au motif que nous n'étions pas suffisamment outillés dans les opérations d'évaluation et d'expertise de nos substances minérales précieuses exportées", nous a révélé le Directeur Général Freddy Muamba Kanyiku.

Aujourd'hui, faut-il le reconnaître, après l'opération de mise en service de ce laboratoire, qui vient d'ailleurs de libérer la RDC de tous les caprices des laboratoires privés auprès de qui l'État allait faire analyser ses minerais, le gouvernement



sakanya, seront dotés l'année prochaine, chacun, d'un laboratoire chimique d'analyse ultra-moderne qui vont leur permettre d'analyser le cuivre, le cobalt, le Zinc et d'autres métaux associés.

Par ailleurs, le Comité de gestion du CEEC prévoit dans son programme, l'implémentation dans les tous prochains jours, d'un laboratoire de la même dimension, dans l'espace Grand-Kivu devant servir à l'analyse complète des substances minérales stannifères (cassiterite, coltan et wolframite).

À noter que même les partenaires extérieurs apprécient le travail qui est en train d'être effectué par le Comité de gestion Freddy Muamba.

C'est dire combien la qualité de la gouvernance instaurée par le Directeur Général du CEEC, Freddy

Muamba Kanyiku, a des échos favorables au-delà des frontières nationales.

Un autre fait important à signaler, c'est que : le laboratoire d'analyses du CEEC a révélé d'autres substances minérales précieuses que jadis la RDC ne pouvait détecter lors de l'exportation des produits miniers marchands cupro-cobaltifères, faute d'équipements appropriés.

Il importe en plus de noter que sur le plan de la gestion des ressources humaines, le DG Freddy Muamba Kanyiku et son comité ont réellement excellé.

Aujourd'hui, faut-il le témoigner, les salaires des agents et cadres de cet Etablissement public



sont largement réajustés à la hausse y compris bien d'autres avantages sociaux leur accordés.

Il nous revient également de souligner que, dans le but de soutenir les efforts du comité de gestion du CEEC, le Fonds Minier (FOMIN) accompagnera cet établissement dans l'acquisition et l'installation des équipements adéquats qui vont lui permettre de concrétiser la vision du chef de l'État, celle de voir la RDC parvenir à réaliser sur place les meilleures expertises et le traitement local des substances minérales, sans recourir à d'autres pays.

Pour le DG Muamba, l'arrivée du Président Félix Tshisekedi à la tête du pays a beaucoup contribué dans la mise en œuvre du premier laboratoire ultra-moderne d'analyse chimique des produits

miniers marchands dans le pays, ainsi que dans le projet d'installation prochaine de plusieurs autres instruments de ce genre à travers les Provinces.

Pendant ce temps, au chapitre de la lutte contre la fraude minière, le Directeur Général propose une piste des solutions qu'il adresse à la Banque Centrale du Congo, en sigle BCC, qu'il exhorte de bien vouloir s'ériger en acheteur des produits aurifères pour en constituer une réserve stratégique au regard de la réputation de l'or comme valeur refuge. La lutte contre la fraude et la contrebande minières étant multifactoriel et multidisciplinaire, la réactivation de la structure qui met ensemble les Services et Organismes en charge de cette mission afin qu'ils travaillent en collaboration et en synergie serait la solution idéale.

Le Tonnerre



FIFI MASUKA POUR UN LUALABA PROSPÈRE, DÉVELOPPÉ ET ATTRAYANT

La Gouverneure Fifi Masuka Saini focalisée sur cet objectif. Pour les observateurs, c'est une chance immense pour la jeune et riche Province du Lualaba que d'avoir eu à sa tête une femme dynamique, compétente, politiquement vertébrée et qui aime profondément son terroir. Madame Fifi Masuka Saini, c'est d'elle dont il est question, est parvenue à defaire certains préjugés typiquement congolais tels que la femme ne construit pas une nation.

En effet, dès sa prise de fonction en qualité d'abord de Gouverneure ad intérim et ensuite de Gouverneure élue du Lualaba, cette grande dame ne cesse de démontrer toute l'étendue de ses compétences managériales et de gestion de la chose publique.

Cela se remarque par le nombre des projets réalisés dans cette Province jour après jour sous son leadership et ce, dans tous les secteurs vitaux de cette entité. D'ailleurs, il n'est un secret pour personne que la gouvernance de Fifi Masuka sert aujourd'hui de modèle à tous les



autres gouverneurs des Provinces qui veulent faire la même chose dans leurs entités respectives.

Pour son nouveau mandat qu'elle a commencé cette année, Fifi Masuka Saini s'est fixé un seul objectif à atteindre, celui de faire du Lualaba très rapidement une Province prospère, développée et attrayante pour le bien-être de la population.

Raison pour laquelle elle a concocté un ambitieux projet de société axé sur cinq piliers suivants :

- Valorisation du capital humain, développement social et culturel avec la construction et l'équipement des écoles, des hôpitaux, de centres de santé ainsi que des morgues.
- Renforcement de la bonne gouvernance, restauration de l'autorité de l'Etat et consolidation de la paix, avec la construction et l'équipement des bureaux de la police sur l'ensemble de la Province, des bureaux de chefferies, de la Prison de Dilolo et Lubudi, des Parquets et du Tribunal de Grande Instance de Kasaji ; ainsi que par la

sécurisation des agents et fonctionnaires de la province par l'octroi des numéros matricules.

- Consolidation de la croissance économique, diversification de l'économie, l'acquisition d'équipements agropastoraux pour tous les territoires.
- Les grands travaux d'infrastructures et aménagement du territoire, ainsi que la réhabilitation des routes de desserte agricole et l'asphaltage de 10 km dans chaque chef-lieu des territoires.
- La protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique dont le reboisement de 4.000 hectares.

Il importe d'indiquer que ce projet contient 35 axes stratégiques et 320 projets que compte concrétiser Fifi Masuka pendant les 5 prochaines années.

Après les 100 premiers jours de son quinquennat, les premiers pas posés par la Gouverneure du Lualaba dans la mise en œuvre effective de son programme sont plus que rassurants.

En effet, à peine intronisée par l'Assemblée provinciale, Fifi Masuka Saini a amorcé plusieurs actions d'envergure, en tout cas dans la continuité de ce qu'elle a fait au moment de son intérim aux commandes du Lualaba.

Aujourd'hui, quand vous êtes dans cette partie du pays, vous êtes frappé par le nombre de chantiers ouverts et en cours de réalisation. Impossible de s'y séjourner sans tomber sous le charme des chantiers, ainsi que la façon dont la province est illuminée par plusieurs artères jalonnées de panneaux solaires, notamment la route de l'aéroport dans la ville de Kolwezi qui n'a rien à envier à celles des grandes villes africaines.

À n'en point douter, le Lualaba se modernise, cette province se transforme grâce au leadership transformateur de la Gouverneure Fifi Masuka.

On doit également dire que lorsque ces infrastructures sont construites, l'économie est boostée avec comme conséquence directe la création d'emplois. Une façon pour cette dame de fer d'accompagner le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dans la concrétisation de son engagement de créer six millions d'emplois pendant son second quinquennat.

Les 100 premiers jours de Fifi Masuka Saini

Après ses 100 premiers jours, par devoir de redevabilité, la Gouverneure



du Lualaba s'est présentée devant la presse pour rendre compte de sa gestion des trois premiers mois de son mandat à la tête de sa province.

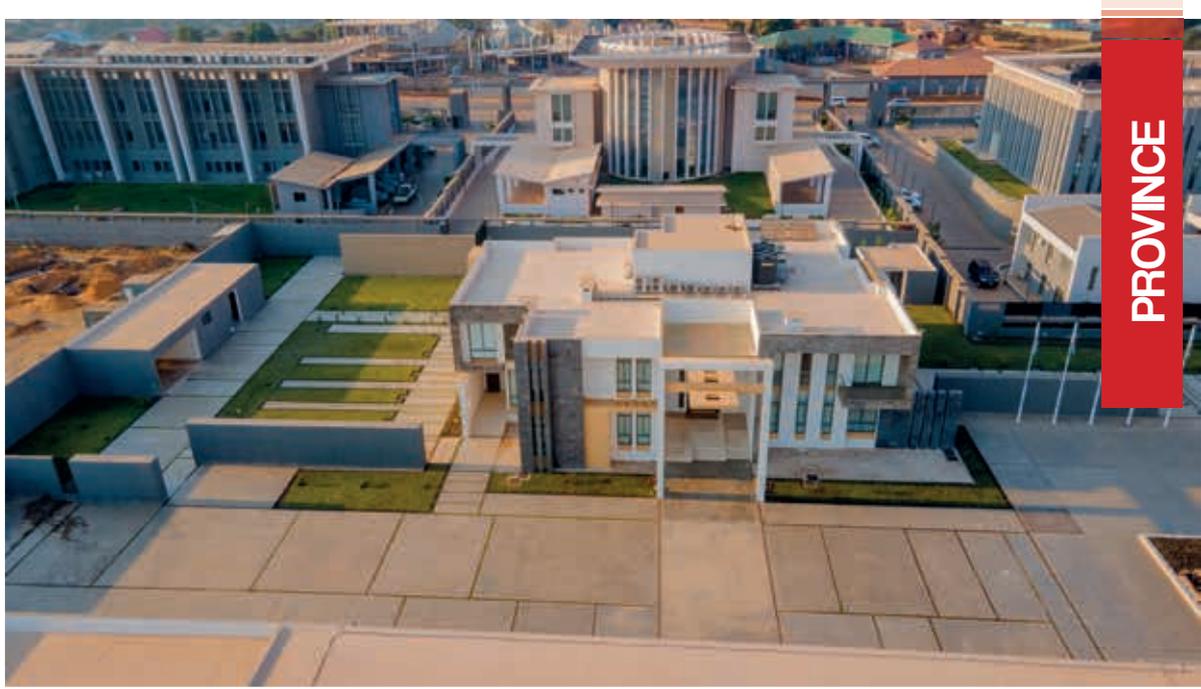
Comme dans ses habitudes, cette femme a étonné l'assistance par le nombre élevé de ses réalisations en si peu de temps.

Sur le plan d'infrastructures à titre d'indication, Fifi Masuka a asphalté environ 150 km des routes. il s'agit de l'asphaltage de 10 km de routes au Quartier Luilu, 19 km au Quartier Latin, 13 km au

Quartier Kanina, 16 km au Quartier RVA 1, 15 km au Quartier RVA 2, 12 km au Quartier joli Site 1, 7,8 km au Joli Site 2, 4,8 km au Quartier Diur, 10 km de routes à Musompo, 8 km de la route Sigefor, 10,5 km de la route ISTM- Mangamanga, 1,2 km de l'avenue Lumumba, 7,5 km de la route du Centre de Négoce Katebi, 39,5 km de la route By-pass Ouest, 5 km de l'élargissement de la route ISTM- Aéroport.

Pendant les 100 premiers jours de Fifi Masuka, on a connu également la fin des travaux de construction de l'immeuble de 4 niveaux de la Direction Provinciale des Recettes du Lualaba (DRLU), du bâtiment de la CENI, de celui des cliniques universitaires et de l'hôpital Mwangeji. Fifi Masuka Saini, alliée loyale du Président Félix Tshisekedi de premier plan.

Femme politique déterminée, avec des convictions claires, Fifi Masuka Saini est de ces acteurs politiques majeurs du Pays qui ont décidé, très tôt, d'accompagner le Chef de l'Etat, dans sa nouvelle gestion de la République et ce, au sein d'une méga plateforme politique dénommée " Union Sacrée de la Nation " (USN), au lendemain de la rupture de la coalition entre le Front Commun pour le Congo (FCC) et le CACH.



Depuis son alliance avec l'Autorité Suprême du pays, Madame la Gouverneure du Lualaba est demeurée fidèle à ses engagements et loyale envers le Chef de l'Etat. C'est fort de cette loyauté inébranlable que la Cheffe de l'Exécutif Provincial du Lualaba applique à la lettre les politiques publiques édictées par le Président de la République dans son entité ; lesquelles politiques visent avant tout le développement durable de la République Démocratique du Congo ainsi que le bien-être de la population.

C'est pourquoi au Lualaba, le concept " **le peuple d'abord** " est une réalité vécue par les Lualabais grâce à la gouvernance de Fifi Masuka qui met un accent particulier dans la résolution, au quotidien, des problèmes auxquels la population est confrontée.

Dans cette optique, la Gouverneure vient de décider, pour ce mois de décembre 2024, d'accompagner financièrement les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, maçons, menuisiers, soudeurs... Lualabais, ayant chacun un projet, en vue de remonter leurs activités.

C'est dire combien cette femme au cœur d'une mère ne compte laisser aucun citoyen congolais

habitant Lualaba au bord du chemin de la prospérité et du développement qu'elle a emprunté au profit de cette province.

Le Tonnerre





Camp David, un nouvel endroit dans la commune de N'sele, à Kinshasa, où il fait bon vivre et où vibre au maximum l'âme face à son caractère récréatif qui entre en complicité avec sa gastronomie.

Cette dernière est réputée riche en spécialités congolaises, avec au plus haut point ses poissons en papillotes, sans oublier ses boissons, tous labels confondus.

Parmi ces dernières se "filtre" le vin de palme, une boisson à la Congolaise, riche en bouquet.

Camp David est un espace récréatif hors pair, situé à l'entrée de Nganda Maboke, et où passer son week end, c'est la meilleure des choses qu'on ait jamais accomplies dans sa vie.

Vous y avez toutes sortes de restaurants et des moments d'amusement que vous ne trouverez nulle

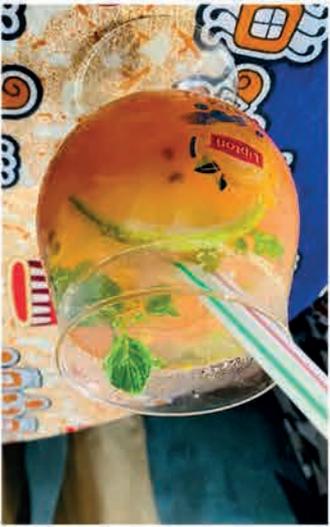
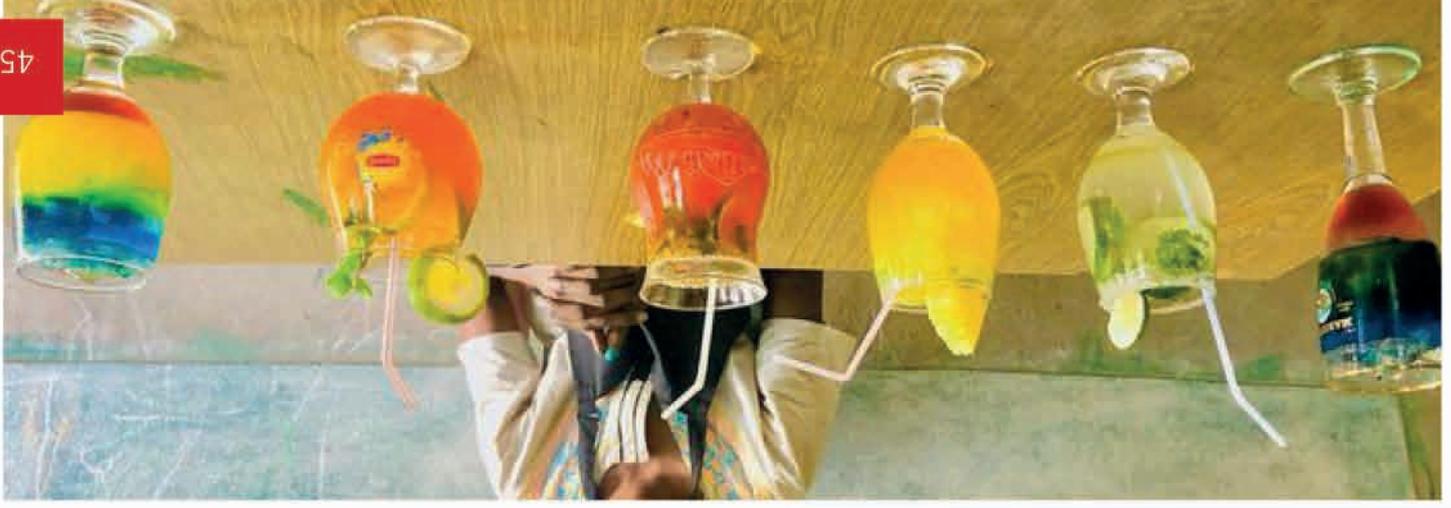
part ailleurs à Kinshasa.

Camp David est l'endroit idéal pour l'organisation de toutes sortes de vos manifestations festives : mariages, anniversaires, collations de grades académiques et autres.

Venez donc passer vos bons moments au Camp David et vous ne rentrerez jamais déçus.







ADVERTISEMENT

You'll find all kinds of restaurants and entertainment that you won't find anywhere else in Kinshasa.

Camp David is an unrivalled recreational area at the entrance to Nganda Maboke, where spending a weekend is one of the best things you'll ever do in your life.

Among the latter is "vin de palme", a Congolese-style drink with a rich bouquet of all kinds.

The latter is reputedly rich in Congolese specialties, with fish en papillotes at its best, not to mention drinks

which enters into complicity with its gastronomy. Kinshasa, where life is good and where the soul vibrates to the maximum in the face of its recreational character

Come and have a great time at Camp David and you'll never go home disappointed.

Camp David is the ideal place to organize all kinds of festive events: weddings, birthdays, academic graduations and more.



CAMP DAVID





Le Tonnerre

This woman with a mother's heart has no intention of letting any Congolese citizen living in Luabala off embarked upon for the benefit of this province.

With this in mind, the Governor has just decided, for the month of December 2024, to provide financial support to Luabala's farmers, stockbreeders, fishermen, masons, carpenters, welders... Luabala's, each of whom has a project to help them revive their businesses.

That's why in Luabala, the "people first" concept is a reality experienced by the Luabala's thanks to the governance of Fiti Masuka, who places particular emphasis on resolving, on a daily basis, the problems facing the population.

Since her alliance with the country's Supreme Authority, Madame Governor of Luabala has remained faithful to her commitments and loyal to the Head of State. It is on the strength of this unshakable loyalty that the Head of the Provincial Executive of Luabala applies to the letter the Republic in her entity; which policies aim above all at the sustainable development of the Democratic Republic of Congo as well as the well-being of the population.



PROVINCE

Fifi Masuka's first 100 days also saw the completion of the 4-storey building of the Direction Provinciale ISTM-Airport road widening.

39.5 km of the By-pass Ouest road, 5 km of the avenue, 7.5 km of the Katebi trading center road, ISTM- Mangamanga road, 1.2 km of the Lumumba Musompo, 8 km of the Sigefor road, 10.5 km of the Site 2, 4.8 km in Quartier Diur, 10 km of roads in RVA 2, 12 km in Quartier Joli Site 1, 7.8 km in Joli Kanina, 16 km in Quartier RVA 1, 15 km in Quartier Luliu, 19 km in Quartier Latin, 13 km in Quartier



A determined politician with clear convictions very much in line with those of President Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Fifi Masuka Saini is one of the country's major political players who decided early on to support the Head of State in his new management of the Republic, within a mega-political platform known as the "Sacred Union of the Nation" (USN), following the break-up of the coalition between the Common Front for the Congo (FCC)

of the first rank.

Masuka Saini, a loyal ally of President Felix Tshisekedi des Recettes du Luabala (DRLU), the CENI building, the university clinics and the Mwangeji hospital.* Fifi President of the Republic, Felix-Antoine Tshisekedi Fifi Masuka Saini is a determined politician with clear convictions, very much in line with those of the of the first rank.

of the first rank.

Masuka Saini, a loyal ally of President Felix Tshisekedi des Recettes du Luabala (DRLU), the CENI building, the university clinics and the Mwangeji hospital.* Fifi



program are more than reassuring.

Indeed, barely inducted by the Provincial Assembly, Fifi Masuka Saini initiated several major actions, in a bit of a continuation of what she did at the time of her interim leadership of Luabala.

Today, when you are in this part of the country, you are struck by the number of construction sites open and under construction. It's impossible to stay there without falling under the spell of the construction sites, as well as the way in which the province is illuminated by several arteries dotted with solar panels, notably the airport road in the town of Kolwezi which has nothing to envy to those of large African cities.

Without a doubt, Luabala is modernizing, this province is transforming thanks to the transformative leadership of Governor Fifi Masuka.

It must also be said that when these infrastructures are built, the economy is boosted with the direct consequence of job creation. A way for this iron lady to support the Head of State Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo in the realization of his commitment to create six million jobs during his second five-year term.

*The first 100 days of Fifi Masuka Saini!

After her first 100 days, the Governor of Luabala appeared before the press to give an account of her management of the first three months of her mandate at the head of her province.

As is her wont, this woman astonished everyone with the number of her achievements in such a short space of time.

In terms of infrastructure, Fifi Masuka has paved some 150 km of roads. He has paved 10 km of roads in Quarter

thing in their respective entities.

For her new mandate which she began this year, Fifi Masuka Saini has set a single objective to achieve, that of making Luabala very quickly a prosperous, developed and attractive Province for the well-being of the population.

This is why it has concocted an ambitious social project focused on the following five pillars:

* Enhancement of human capital, social and cultural development with the construction and equipment of schools, hospitals, health centers and morgues.

* Strengthening good governance, restoration of State authority and consolidation of peace, with the construction and equipment of police offices throughout the Province, chiefdom offices, and the Prison of Dilolo and Lubudi, the Public Prosecutor's Office and the Kasaji High Court, as well as by securing the agents and civil servants of the province by granting registration numbers.

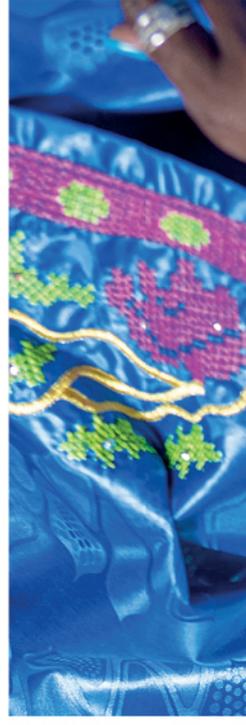
* Consolidation of economic growth, diversification of the economy, acquisition of agropastoral equipment for all territories.

* Major infrastructure and land development works, as well as the rehabilitation of agricultural service roads and the paving of 10 km in each territorial capital.

* Environmental protection, fight against climate change including the reforestation of 4,000 hectares.

It is important to indicate that this project contains 35 strategic axes and 320 projects that Fifi Masuka intends to implement over the next 5 years.

After the first 100 days of her five-year term, the first steps taken by the Governor of Luabala in the effective implementation of her



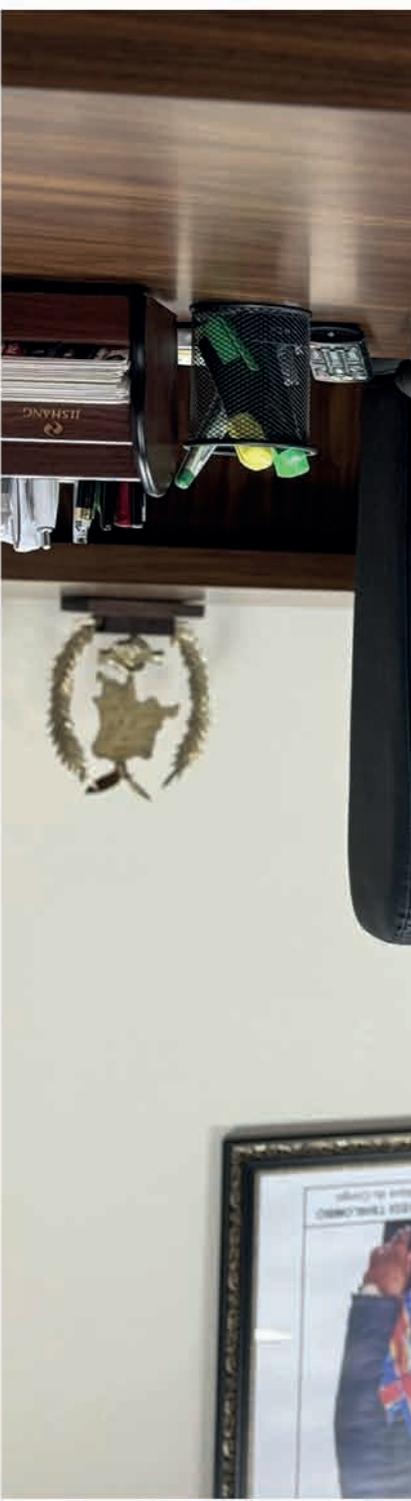
A PROSPEROUS, DEVELOPED AND ATTRACTIVE LUALABA

Governor Fifi Masuka Saini focused on this objective for observers, it is an immense opportunity for the young and rich Province of Luabala to have had at its head a dynamic, competent, politically vertebrate woman who deeply loves her land. Madame Fifi Masuka Saini, it is she we are talking about, has managed to make certain typically Congolese prejudices such as women do not build a nation.

Indeed, since taking office as first ad interim Governor and then elected Governor of Luabala, this great lady continues to demonstrate the full extent of her managerial skills and management of public affairs.

This can be seen in the number of projects carried out in this Province day after day under his leadership, in all vital sectors of this entity. Moreover, it is no secret that Fifi Masuka's governance serves as a model for all other provincial governors who want to do the same





the provinces. Meanwhile, with regard to the fight against mining fraud, the General Manager proposes a number of solutions, which he addresses to the Central Bank of Congo (BCC), urging it to set itself up as a buyer of gold products, in order to build up a strategic reserve in view of gold's reputation as a safe haven. As the fight against mining fraud and smuggling is multi-factorial and multi-disciplinary, reacting the structure that brings together

of several other instruments of this kind across products, as well as to the forthcoming installation of the country's first ultra-modern laboratory for the chemical analysis of commercial mining to the implementation contributed significantly country's helm has Felix Tshisekedi at the arrival of President For DG Muamba, the

the departments and organizations in charge of this mission to work in collaboration and synergy would be the ideal solution.

Le Tonnerre



partners appreciate the work being carried out by the Freddy Muamba Management Committee. The quality of governance introduced by CEEC Managing Director Freddy Muamba Kanyiku has been well received beyond national borders. Another important fact to note is that CEEC's analytical laboratory has revealed other precious mineral substances that the DRC was previously unable to detect when exporting copper-cobalt mineral products, due to a lack of appropriate equipment. It is also important to note that in terms of human resources management, CEO Freddy Muamba Kanyiku and his committee have truly excelled.

Today, we can testify to the fact that the salaries of the staff and executives of this public establishment have been largely readjusted upwards, including many other social benefits granted to them. We would also like to point out that, in order to support the efforts of the CEEC's management committee, the Fonds Minies (FOMIN) will assist the establishment in acquiring and installing the appropriate equipment that will enable it to realize the Head of State's vision of seeing the DRC achieve the best expertise and local processing of mineral substances, without recourse to other countries.



artisanal miners have seen their incomes increase, especially since CEEC regularly informs them of the exact value of the minerals they extract. During his visit to inaugurate the above-mentioned Musompo Trading Center, the Head of State, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, was very impressed by the quality of this important work tool. After expressing his congratulations to CEEC's General Management on this managerial achievement, he instructed the Management Committee to duplicate this experience throughout the DRC, so that the country can know exactly what minerals are coming out of its soil, and how much they really cost on the international market.

This laboratory, it should be noted, has put the CEEC back into the closed circle of the world's major structures specializing in mineral analysis, evaluation and certification.

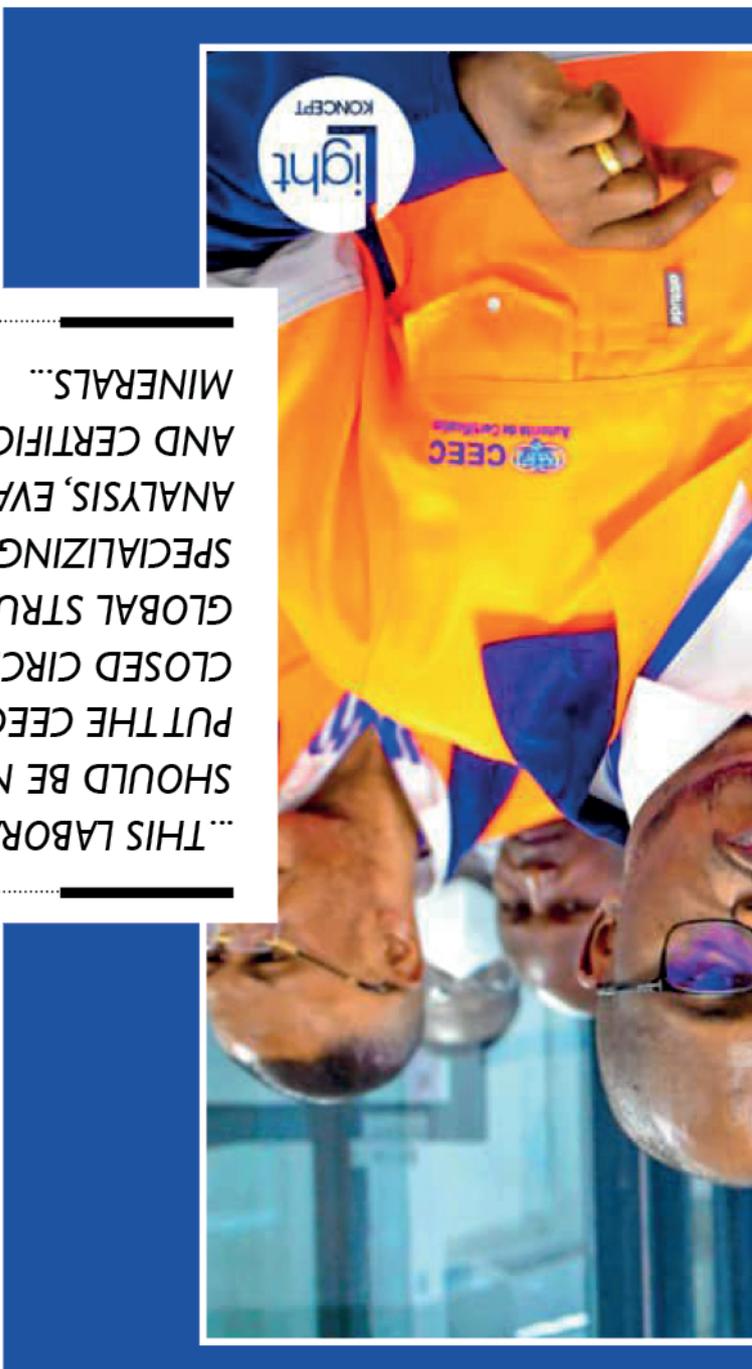
Following instructions from the country's High Authority, President Félix-Antoine Tshisekedi, CEO Freddy Muamba Kanyiku and his entire team have been working hard to acquire other laboratories of the same calibre in the near future.

According to the CEEC's CEO, next year, Kipushi and Sakanya in the Greater Katanga region will each be equipped with an ultra-modern chemical analysis laboratory capable of analyzing copper, cobalt, zinc and other associated metals. In addition, the CEEC Management Committee is planning to set up a laboratory of the same size in the Grand-Kivu area in the very near future, to be used for the complete analysis of stanniferous minerals (cassiterite, coltan and wolframite).

It should be noted that even external

... THIS LABORATORY, IT SHOULD BE NOTED, HAS PUT THE CEEC BACK IN THE CLOSED CIRCLE OF LARGE SPECIALIZING IN THE ANALYSIS, EVALUATION AND CERTIFICATION OF MINERALS...

Tshisekedi, who quickly realized that the country was losing most of its revenues in this field, because we were not sufficiently equipped to evaluate and appraise our precious mineral exports", revealed General Manager Freddy Muamba Kanyiku. Today, after the commissioning of this laboratory, which has freed the DRC from all the whims of private laboratories to which the State was going to have its minerals analyzed, the Congolese government is in a good position, in terms of increased revenues, real knowledge of the value and nature of its minerals. In Lualaba, where the laboratory is located,



of the Republic, Head of State, Félix-Antoine the personal determination of the President

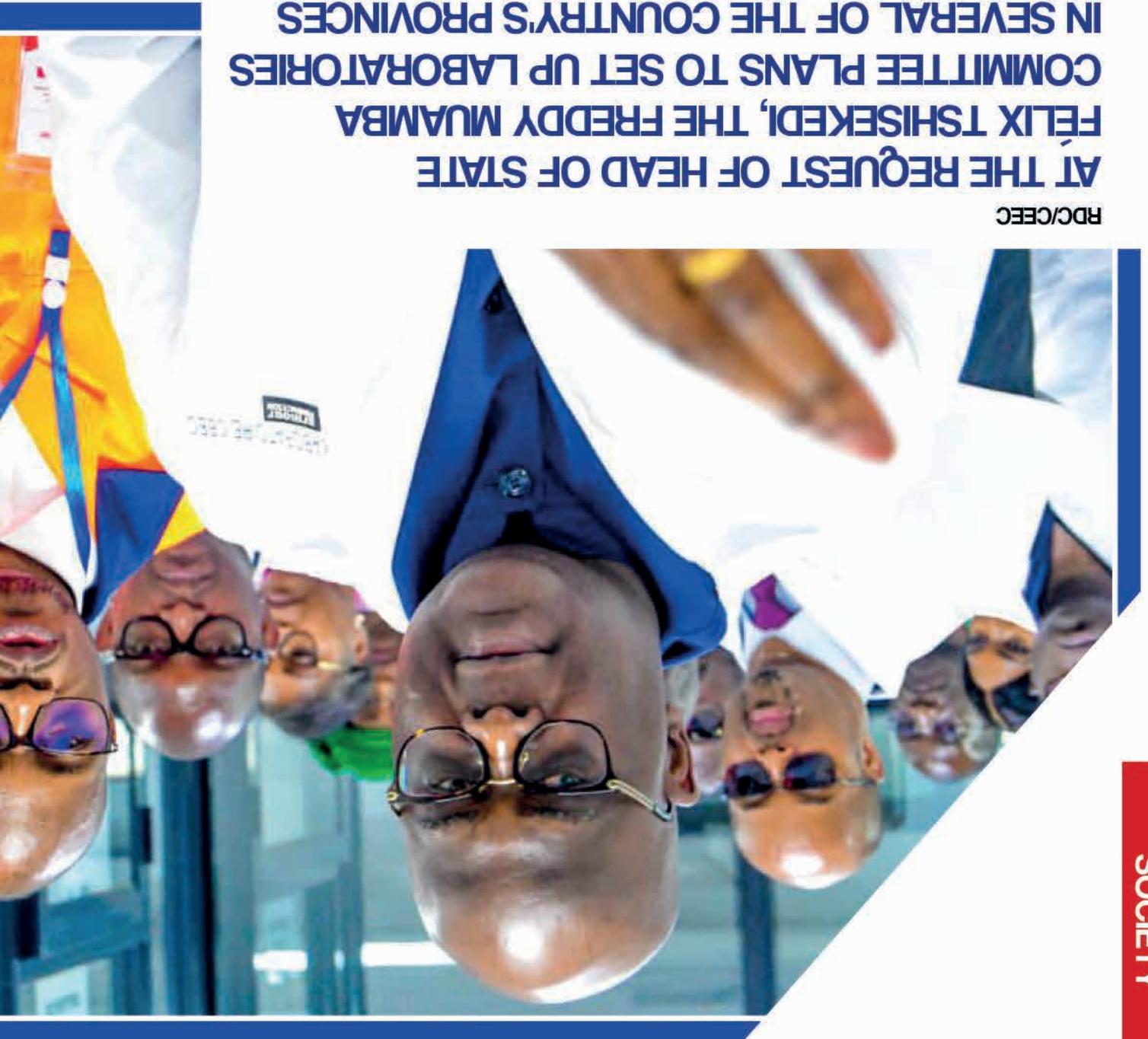
plasma (ICP), atomic absorption spectrometric analysis (AAS), SPARK spectrometric analysis and X-ray fluorescence (XRF) spectrometric analysis.

Such is the case of the ultra-modern, multi-functional chemical analysis laboratory that CEEC has just installed with its own funds at the Musompo Trading Centre, located on the outskirts of the town of Kolwezi, in the cobalt-rich province of Lualaba. This ultra-modern, multifunctional laboratory is capable of carrying out all kinds of analyses, including spectrometric analysis based on inductively coupled

Since its arrival at the head of the Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification des Substances Minérales Précieuses et Semi-précieuses (CEE), the Management Committee, headed by Managing Director Freddy Muamba, has been making great strides, both in terms of modernizing the existing work tools and acquiring much more advanced, state-of-the-art equipment.

AT THE REQUEST OF HEAD OF STATE FELIX TSHISEKEDI, THE FREDDY MUAMBA COMMITTEE PLANS TO SET UP LABORATORIES IN SEVERAL OF THE COUNTRY'S PROVINCES

RDC/CEEC



So we're asking the Congolese population to take ownership of public infrastructures.

We've carried out anti-erosion work in Masikita, but today things are starting to move. Because some people have gone to remove the rubble from the dissipators to make something of it. But they don't realize the danger they're creating. Removing these

rubble stones could reactivate erosion, and we risk losing everything. Lack of ownership!

We therefore ask the population to believe in the Head of State's vision of developing infrastructure, to believe in the political will he has shown, and to believe in the expertise of structures such as OVD, which work in the infrastructure sector.

Interview by Fiko Kasongo, Editor of Le Tonnerre Magazine, and Ruth Amate, Journalist.



2020. Take Kabambaré, Kabinda and Kasai avenues, for example, where no work has yet been done due to a lack of resources, or rather a mismatch between physical and financial planning.

6th Question: Mr. CEO, this interview has come to an end, so what are your final words and do you have a message of hope to pass on to the Congolese people who are in distress and waiting to see OVD at work for a sustainable, quality service?

V.T.T.: The message of hope I have to pass on to the Congolese people is to ask them to believe in the vision of the Head of State, because he has shown a firm will. And through the government which is in the process of implementing this vision, there is a whole program, as I have just told you. There's a 5-year plan to build 12,000 kilometers.

So we have to go for the numbers to reduce the gap. I believe that hope is founded on the fact that today, all the structures working in the infrastructure sector, by which I mean the OVD and the Office des Routes, had no equipment.

The Head of State has just purchased 5,000 pieces of civil engineering equipment, which are gradually coming on stream and will enable us to increase our intervention capacities. We believe that, by pooling all our efforts, we can believe in infrastructure development.

The Head of State has succeeded in laying the foundations for the rebirth of infrastructure in the Democratic Republic of Congo. This will help us to reduce the rate of dilapidation, which was estimated at 85% when he came to power.

The actions taken by the Head of State are aimed at improving the current state of affairs.

So a lot of work has been done, and you can see that the gap is narrowing.

So this is an opportunity for me to tell the Congolese people to believe in the Head of State's vision, and to take ownership of the work that's being done.

When I speak of the Congolese population, I mean that we must keep and use these infrastructures as good fathers of families.

Here's a case in point. If you go along Avenue Opala, Avenue des Sports and Avenue Shaba, which have just been rehabilitated in the commune of Kasa-vubu,

you'll find garages on both sides. When these garages work, oil falls onto the pavement. But oil and bitumen don't mix. Now, you're going to say that OVD makes single-use roads. But what are the consequences? It's a question of a notorious lack of ownership on the part of the Congolese population. The appropriation of the population must be seen in civic-mindedness. We mustn't clog up the gutters or build anarchic structures on them.



This shows that we have a gap that needs to be filled. To close this gap, we need to do some planning, in both physical and financial terms, on the basis of the studies that have to be carried out. Faced with this problem, are we going to sit back and do nothing? No! As you know, in the city of Kinshasa, for example, there are some roads that we haven't touched since

square kilometer. When you look at road density in sub-Saharan countries, you have ratios of 25 kilometers per square kilometer, but we only have 0.08 kilometers per 10%, it's about 5%. nothing compared with 3,600 kilometers. It's not even managed to do about 120 kilometers of roads. That's is decrying the fact that the roads don't work, we've I believe that in the city of Kinshasa, where everyone is decrying the fact that the roads don't work, we've

difficulty. These were worth \$37 million, but unfortunately they weren't carried out. So you understand that this is the what we've done. government said we had to define priorities, and that's which amounted to some 126 million dollars. But the even presented to the Council of Ministers and have drawn up an anti-erosion program which was We have fifteen provinces prone to erosion. We

regeneration. I'm saying that man is also at the heart of all these problems we're experiencing, through, for example, with the vision to develop our infrastructures. Because at the head of this country, we have a man

believe in his political will. At the same time, we would like to ask the Congolese people to embrace the Head of State's vision, and to Republic of the Congo. So I can only be optimistic when I look at the five-year plan drawn up by our Minister, which aims to improve infrastructure development in the Democratic

done. to Bukavu and Goma, you'll see the work that's being State about sixty kilometers of roads, and if you go You saw us in Kisangani explaining to the Head of Head of State it's the 63-kilometre ring road that the Head of State but we're participating in it as a monitoring mission. Right now, there's a project, although it's not OVD, that the Land Ministry comes in to draw up what we call the "Clean Plan".

When we talk about the Sanitized Plan, I see you have the roads, the drainage system, the water supply and the electricity supply.

Department has completed its work, it's at this point specific development plan. Once the Urban Planning Urban Planning and Housing draws to create a development plan from which the Ministry of its important to remember that there is a regional foremost a development plan. That's the schema.

Another point is that we don't have a land-use plan. Because, as you know, city development is first and to be discharged. infrastructure needed to handle all the water that has As a result, we haven't been able to develop the Unfortunately, urbanization has not kept pace. every day.

Water discharges, in terms of runoff, are increasing million inhabitants.

and with the rural exodus, we're now at around 17 inhabitants. Today, there's a demographic explosion, colonial times, the city of Kinshasa had just 500,000 there's no need to hide our eyes. As you know, in there's the case of the drainage system. As I've said, there's the case of the drainage system. As I've said, V.T.T.: I'll try to address your concerns. First of all,

5th Question: At the Expo Béton 2024 held in Kinshasa in September, participants identified the challenges facing the DRC's cities, notably the progression of several heads of erosion, recurrent flooding and the resizing of drainage works. As an expert, what would you suggest as a remedy?

with the vision to develop our infrastructures.

Because at the head of this country, we have a man believe in his political will. At the same time, we would like to ask the Congolese people to embrace the Head of State's vision, and to Republic of the Congo. So I can only be optimistic when I look at the five-year plan drawn up by our Minister, which aims to improve infrastructure development in the Democratic

done. to Bukavu and Goma, you'll see the work that's being State about sixty kilometers of roads, and if you go You saw us in Kisangani explaining to the Head of Head of State it's the 63-kilometre ring road that the Head of State but we're participating in it as a monitoring mission. Right now, there's a project, although it's not OVD,

that the Land Ministry comes in to draw up what we call the "Clean Plan". When we talk about the Sanitized Plan, I see you have the roads, the drainage system, the water supply and the electricity supply.





poses the problem of flooding that no one can stop. As was recently the case in Valencia, Spain, it's also the case in Paris, which is experiencing the same phenomenon due to climate change.

When it comes to climate change, there are only two things that need to be done. Firstly, "mitigation", which can only be achieved by systematically cleaning out gutters in good time.

Secondly, avoid anarchic construction, which can be an obstacle to proper water drainage.

In terms of urbanization, people need to be placed in appropriate locations. Avoid flood-prone areas and areas that can't be built on. Above all, you also need to change people's mentalities. Flooding is a multi-disciplinary phenomenon that involves many ministries.

Our Minister (Alexis Gisaro) presented the memorandum to the Council, and a number of resolutions were adopted which are not yet applicable, but which will help to alleviate the problems we are

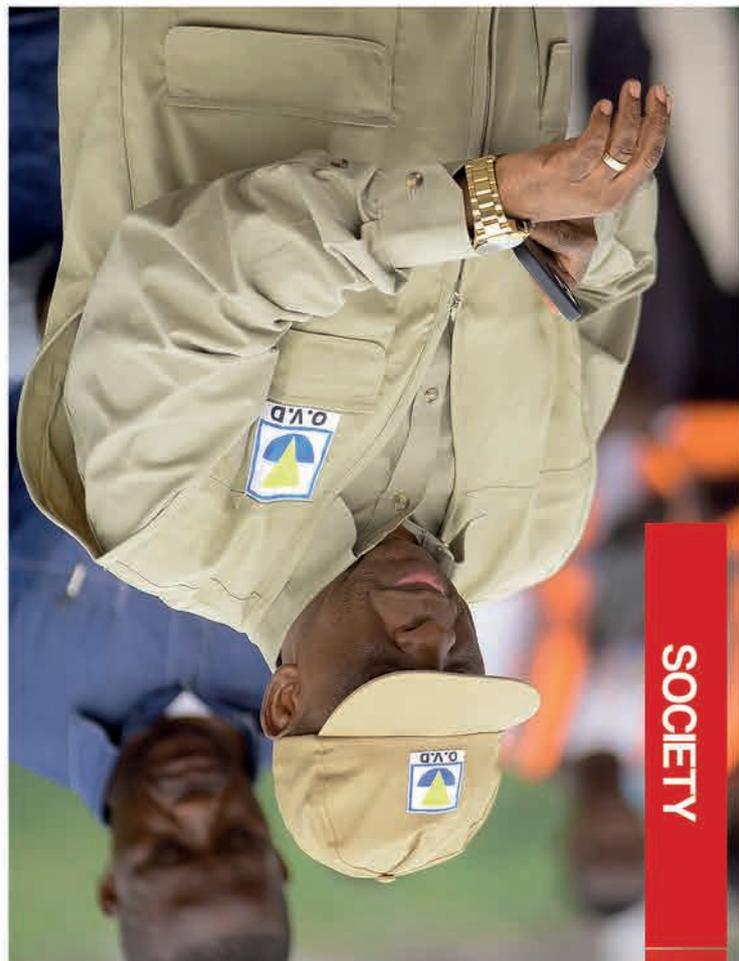
currently experiencing.

We sympathize with the people who find themselves in deplorable situations, but there's work to be done. Today, I was reading a report made to me by our inspectorate.

Following the recent rains that caused damage across the capital, our departments toured the city and made proposals along the same lines as those I mentioned, to try to alleviate the problem of flooding, not just here in Kinshasa, but throughout the country.

3rd Question: Can you give us a preliminary assessment of the Office des Voiries et Drainages' achievements in 2024?

V.T.T.: As you know, I usually present my assessment at the end of the year. I'll tell you to wait until the end of the year, when I'll be presenting my assessment at a press briefing I'll be calling for that purpose. But there are some things we have achieved, for example, 2024, we have just completed the 35 kilometers of road in Mbuji-Mayi. The Tshilejeu project has been resumed in Mbuji-Mayi, where we have already paved the Lusambo road and Avenue Odia David. We've just stopped erosion in Boende and Gemena. We're currently working on a major erosion problem in Lisala. We've stopped erosion in Bumba. In Katanga, we've rehabilitated several roads.



outlets are four: the Gombe river, the Basoko river, the Bitshakutshaku river and the Mokali river.

Mokali doesn't pose much of a problem. But the other three sites pose a big problem, because if you take Basoko, at the end of Basoko, you have Ngaliema

Bay. You have Gombe at the exit of Planète "J", where there's a terrible bottleneck. Then there's Bitshakutshaku, where anarchic construction prevents water from reaching the river.

There's another important element that doesn't come under the Ministry of Infrastructure and Public Works, but is the prerogative of the Ministry of Transport and Communication. This is the river where sand rises, precisely where there is an islet.

If you look at the Dag Harmaskjold bridge on the Gombe River, when it's raining, you'll see that instead of the river water flowing into the river, it's the river water that flows into the river. And when you have that, the two flows meet. There's no more flow, and the result is flooding.

So there's a lot of work to be done here. We also have to recognize the de-vegetation that often occurs throughout Kinshasa, as well as in the interior of the country.

Everyone wants a piece of land. But we're in areas prone to erosion that can cause gullies, and when it rains, it's a huge disaster.

So there's work to be done and, as I said, we've got to close the gap!

These are the different strategies that need to be implemented to mitigate flooding.

Don't forget, we have climate change, which



same pace.

But what people don't know is that, since the advent of Head of State Félix-Antoine Tshisekedi, we at OVD have been able to complete at least 600 kilometers of roadwork. You might say that 600 kilometers is nothing, given the size of the country. When the Head of State took office, what was the state of the infrastructure?

We found that they were in a very advanced state of disrepair, estimated at 85%

The actions we are now taking are a way for us to improve things.

The President is laying the foundations for infrastructure development. He is fighting against the dilapidated state he has found, in order to improve the current state.

In terms of people's perception, it may seem as if nothing is being done, but we in the sector know that OVD is sparing no effort to accomplish the mission assigned to it by the Government.

To achieve the 600 kilometers that we have, with at least 50 erosive sites that we have mastered, is quite a feat.

I'll give you an example: in Lisala, we have erosion that lasted for around 42 years, during the era of President Mobutu. So we had to wait until the arrival of President Tshisekedi for this erosion to be taken care of. We have Mbalatshitolo, in Kasai, which lasted almost the same length of time; but today, this sprawling erosion, more or less 30 metres deep, is being absorbed, to the great satisfaction of the population.

In other words, work is in progress. The needs are enormous, and we can't pretend to finish everything.

What is important,

however, is the political will that the Head of State is in the process of instilling in the area of infrastructure development.

2nd Question: We're in the middle

of the rainy season in Kinshasa, and no neighborhood is spared from flooding. Do you have a response plan and the means to implement it?

V.T.T.: Flooding is a problem not only in Kinshasa, but throughout the country, as in the town of Mbandaka. There are several causes of flooding. The first is the lack of drainage systems. Let's face it, today we have a drainage system in deficit. We need to close this gap. To make up for this gap, we need to find the resources to cope with it, so that we can have a whole system to drain the water and bring it to the outlets.

The second element that needs to be highlighted is the unconvivial behavior of the Congolese population.

The gutters are completely blocked, despite being cleaned out. So instead of going into the gutters, the water flows out and causes damage. Or the riverbeds, where people have built anarchic structures along the river banks. As a result, we don't know how to clean them out properly. The human factor is at the root of these uncontrolled constructions. There is also the unconvivial behavior of the population.

In the case of the city of Kinshasa, for example, there's another reason: the natural outlet, which is the river, now poses a problem. The city of Kinshasa has eleven outlets that allow water to be evacuated towards the river; but the most important of these



State Félix-Antoine Tshisekedi, and that during this second five-year term it is no longer active. No !

Head of State.

It has to be said that the Democratic Republic of Congo is a country of continental dimensions. People may only look to Kinshasa, but we have many activities in the interior of the country. We manage 26 provinces.

So we have activities that maybe a lot of people don't know about. Not all activities are concentrated in the city of Kinshasa, so people have the impression that we've slowed down the pace of our work. Of course, we've kept up the same pace, but it's true that we're faced with funding problems. It's a fact of life, and I always say it, that there has to be convergence between physical planning (project identification, feasibility studies, work assessments, contractualization) and financial planning.

For the physical planning we do to be effective, there has to be financial planning. If financial planning and physical planning don't converge, there's a problem. To illustrate what I'm saying, I'll give you the case of the "3 Communes" project, which is a PPP project we launched, in which, as part of the set-up, we said that the companies would contribute 20% and the Treasury would start to reimburse when the companies had reached 20%. But what didn't we know about this project? Of the 9 companies, 8 had already reached 20%, but curiously they weren't paid when they should have been. We had to wait eight or nine months, during which time work was interrupted. Perhaps this is why we're not more present in the field.

and it's only now that payment has been made.

So the government has a pot to play with, but in front of that pot there are a lot of children waiting for resources. And it's a good idea to prioritize what's urgent. This is also a handicap, to be sure! But you have to understand that the Treasury is faced with a number of problems that it has to solve. If these two plans converge, we believe that production will be high. But that doesn't stop us from continuing at the

resources. All these elements require universal health coverage, free education and

Treasury has to deal with a number of urgent issues, in particular the security situation in the East, which calls for a major mobilization of resources. You have

investment budget. This is where we position the various projects we carry out across the country.

As you can see, the Treasury has to deal with a number of urgent issues, in particular the security situation in the East, which calls for a major mobilization of resources. You have

As you know, OVD is a public company whose main source of funding is the public treasury. We also have FONER, which is part of the Treasury, but which is also a technical financial partner that intervenes on an ad hoc basis. But the bulk of our funding comes from the Treasury, and the most important item is the investment budget.

Understand, 8 months later! There can be inadequacies in the way that work is carried out, which means that today people have the impression that they don't see what OVD is doing. We've had to carry out a lot of work each time we've been involved in erosion control. Today, most of these erosion sites are experiencing problems, precisely because of a lack of funding.





CEO VICTOR TUMBA CONTINUES TO SUPPORT THE HEAD OF STATE'S VISION FOR HIS SECOND FIVE-YEAR TERM

The Managing Director of the Office des Voiries et Drainage (OVD), Victor Tumba Tshikela, has reassured us that he is maintaining the same pace of work at the OVD to support the second five-year term of Head of State Felix-Ancoine Tshisekedi, just as he did during his first term. He made this clear in a lengthy interview he honoured us with at his office in Limete.



The interview highlighted, among other things, OVD's presence in the field, the mismatch between physical and financial planning, the 3 Communes project, the problem of flooding, the issue of erosion, climate disruption, the duty of the Congolese population to take ownership of the road infrastructure made available to them...

Below is the full interview

1st Question: Mr. Managing Director, during President Felix Tshisekedi's first term in office, OVD got off to a flying start, and its Management Committee was very active in carrying out road infrastructure and urban road modernization projects. During the second quinquennium, OVD's impact on the ground became less and less noticeable. Is this due to a lack of projects, or a lack of funds to finance the work?

Victor Tumba Tshikela: Thank you for your question, Mr. Journalist! You say that OVD was active during the first five-year term of Head of





of false judgments, ONATRA SA's bank accounts could be seized, thus preventing it from operating normally.

At present, it's true that all is not yet rosy in terms of clearing workers' wage arrears and sending the 3,000 others impatiently awaiting their end-of-career indemnities into retirement. What is also true is that since the advent of the Martin Lukusa committee, there have been notable improvements in terms of salary increases, regularity of pay, reduction in the number of months of salary arrears, and the decent retirement of over 1,000 workers, with their exit allowances, during a solemn ceremony presided over by the Head of State Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

The current management team deserves a great deal of credit for all these advances, without which ONATRA SA would not be the company it is today.

conditions, but also and above all has helped to replenish the company's coffers, by renting out these buildings and handing over certain concessions to the private sector on a fixed-term basis.

In the same vein, DG Martin Lukusa Panu has decided to undertake large-scale works at the Kinshasa river port, aimed at rehabilitating and modernizing warehouses with a view to renting them out. New international-standard warehouses are to be built on the empty spaces of this port facility. Rather than leave the site to the mercy of Kulunas and other thugs, Martin Lukusa has decided to make it profitable for the Office, which needs considerable financial resources to pay off its heavy social debt.

It is still and always this exceptional manager, Martin Lukusa Panu, who, thanks to his plea to the Ministries of State for Justice and the Portfolio, was able to put an end to this mafia-like judicial practice whereby, with the help

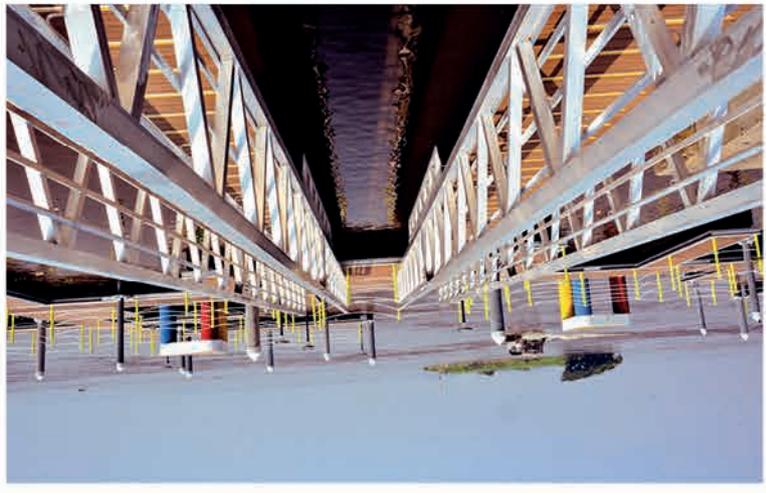




To this end, the company has acquired three fast boats, respectfully named Dr. Etienne Tshisekedi wa Mulumba, Simon Kimbangu and Kimpa Nvita, which will initially ply the route between Kinshasa and Brazzaville, and later between the city center and Maluku via Kinkole. Landing facilities are currently being built to enable passengers to embark and disembark safely and comfortably. In addition to protecting production facilities, Martin Lukusa is the rare, if not the only, person to have decided to upgrade ONATRA's real estate assets. Left derelict for ages, the buildings, villas and other concessions belonging to ONATRA have been given a facelift. This operation has not only enabled ONATRA's employees and managers to work in the best possible

SOCIETY

Republic of Congo, ONATRA SA has decided, thanks to the ingenuity of its Managing Director, to come to the rescue of the provincial authorities of the City of Kinshasa, in terms of public transport and traffic jams. With a view to resolving these two thorny issues, ONATRA has introduced river cabs for the first time in the DRC.



construction work and the acquisition of new equipment will undoubtedly generate substantial revenues for the State and ONATRA SA.

The contract also provides for training and capacity-building for ONATRA employees, as well as technology transfer, to enhance the efficiency of port operations.

Lastly, as sought by the management committee, ably headed by Managing Director Martin Lukusa, the concession granted to MCTC will also secure and perpetuate jobs at ONATRA SA. This is in line with President Felix Tshisekedi's vision of putting as many Congolese as possible to work.

Martin Lukusa Panu's policy of protecting ONATRA's production facilities and jobs has not been limited to bringing life back to the Port of Matadi.

After the port, he once again summoned his managerial courage to invest in the rehabilitation of the Kinshasa-Matadi railway. Interrupted for several years, rail traffic between these two cities has now resumed.

The first train on this stretch was launched by the General Manager with 19 freight wagons. This will relieve traffic on the road, which is currently overused, and relieve congestion at the Port of Matadi.

A giant in the transport sector in the Democratic





only concerns container activities. The benefits that the Democratic Republic of Congo and ONATRA will derive from the partnership with MTC are twofold: a significant reduction in export and import costs; and the rehabilitation and modernization of the container terminal at the Port of Matadi.

In this contract, it should be noted that the concession Le Tonnerre

SA would not be the company it is today. The current management team deserves a great deal of credit for all these advances, without which ONATRA would not be the company it is today.

Le Tonnerre

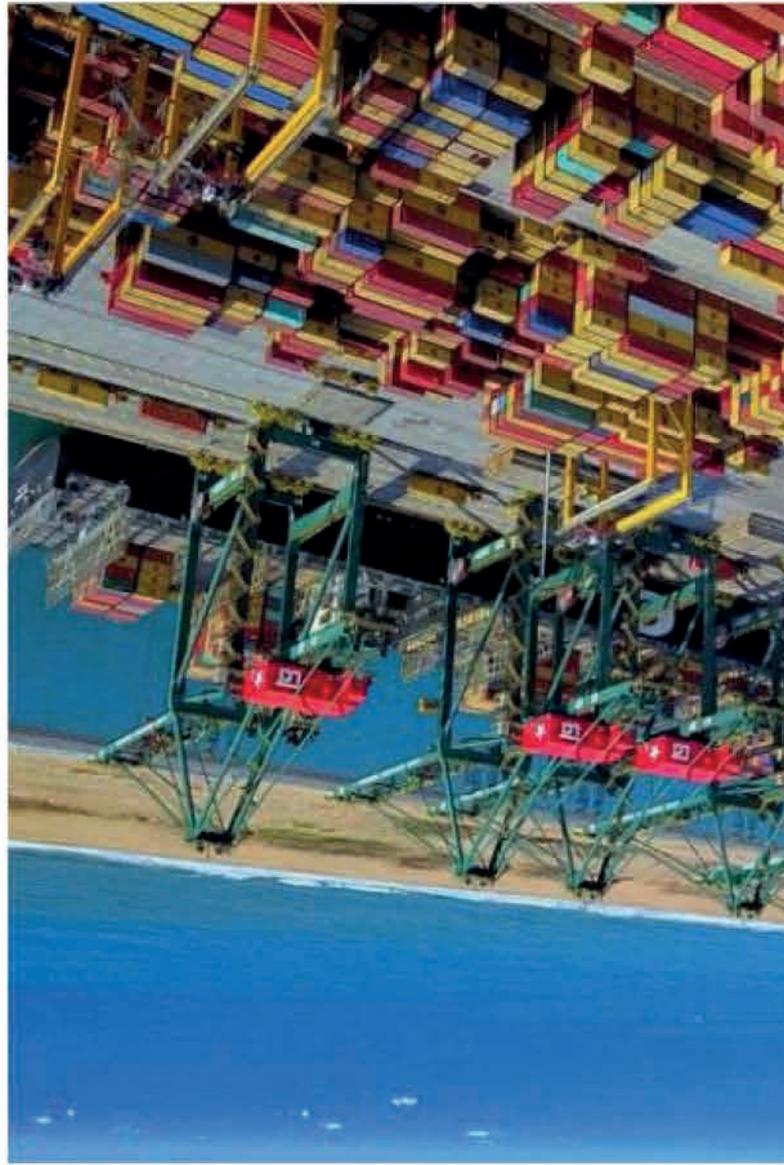
In this contract, it should be noted that the concession only concerns container activities. The benefits that the Democratic Republic of Congo and ONATRA will derive from the partnership with MTC are twofold: a significant reduction in export and import costs; and the rehabilitation and modernization of the container terminal at the Port of Matadi.

of false judgments, ONATRA SA's bank accounts could be seized, thus preventing it from operating normally. At present, it's true that all is not yet rosy in terms of clearing workers' wage arrears and sending the 3,000 others impatiently awaiting their end-of-career indemnities into retirement. What is also true is that since the advent of the Martin Lukusa committee, there have been notable improvements in terms of salary increases, regularity of pay, reduction in the number of months of salary arrears, and the decent retirement of over 1,000 workers, with their exit allowances, during a solemn ceremony presided over by the Head of State Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

The current management team deserves a great deal of credit for all these advances, without which ONATRA would not be the company it is today.

to ONATRA have been given a facelift. This operation not only enabled ONATRA's staff and executives to work in the best possible conditions, but also and above all helped to replenish the company's coffers, by renting out these buildings and transferring certain concessions to the private sector on a fixed-term basis.

In the same vein, DG Martin Lukusa Panu has decided to undertake large-scale works at the Kinshasa river port,



aimed at rehabilitating and modernizing warehouses with a view to leasing them out. New international-standard warehouses are to be built on the empty spaces of this port facility. Rather than leave the site to the mercy of the Kulunas and other thugs, Martin Lukusa has seen fit to make it profitable for the Office, which needs considerable financial resources to clear its heavy social

It is still and always this exceptional manager, Martin Lukusa Panu, who, thanks to his plea to the Ministries of State for Justice and Portfolio, was able to put an end to this mafia-like judicial practice whereby, with the help

Unsurprisingly, this drop in activity led to a significant reduction in ONATRA SA's revenues, with all the attendant difficulties, notably the accumulation of wage arrears and the obsolescence of its working tools due to a lack of investment in equipment acquisition. It's worth noting that, thanks to his enlightened management and courage, Martin Lukusa Panu surprised all those who wanted to see the Port of Matadi die, first and foremost the private operators who had set up alongside ONATRA's port facilities and were competing unfairly with it, when he decided to commit funds to renovating the quays.

And it's thanks to the renewed activity at the port that private partners have been lining up to sign concession contracts with ONATRA SA, which has regained its credibility.

The highest bidder was MCTC, with whom ONATRA now has a win-win partnership for the modernization of the Port of Matadi. [21:55, 05/12/2024] LETONNERRE Kas: In this contract, it should be pointed out that the concession only concerns container activities.

The benefits that the Democratic Republic of Congo and ONATRA will derive from the partnership with MCTC are twofold: a significant reduction in export and import costs; and the rehabilitation and modernization of the container terminal at the Port of Matadi. It should also be noted that the infrastructure construction work and the acquisition of new equipment are sure to generate substantial revenues for the State and ONATRA SA. The contract also provides for the training and capacity-building of ONATRA employees, as well as technology transfer, to ensure the efficiency of port operations.

Last but not least, as sought by the management committee ably headed by Managing Director Martin Lukusa, the concession awarded to MCTC will also secure and perpetuate jobs at ONATRA SA. This is in line with President Felix Tshisekedi's vision of putting as many Congolese as possible to work.

As part of his policy to protect ONATRA's production facilities and jobs, Martin Lukusa Panu has not limited himself to bringing life back to the Port of Matadi.

So, after the port, he once again took his managerial courage to invest in the rehabilitation of the Kinshasa-Matadi railroad. Interrupted for several years, rail traffic between these two cities has now resumed. The first train on this stretch was launched by the General Manager with 19 freight wagons. This will relieve traffic on the road, which is currently over-used, and

relieve congestion at the Port of Matadi. A giant in the transport sector in the Democratic Republic of Congo, ONATRA SA has decided, thanks to the ingenuity of its Managing Director, to come to the rescue of the provincial authorities of the City of Kinshasa, in terms of public transport and traffic jams. With a view to resolving these two thorny issues, ONATRA introduced river cabs for the first time in the



To this end, the company has acquired three fast boats, respectfully christened Dr. Etienne Tshisekedi, wa Mulumba, Simon Kimbangu and Kimpa Nvita, which will initially ply the route between Kinshasa and Brazzaville, and later between the city center and Maluku via Kinshole. Landing facilities are being built to enable passengers to embark and disembark in complete safety and comfort.

In addition to protecting the production facilities, Martin Lukusa is the rare if not the only person to have decided to upgrade ONATRA's real estate assets. Left derelict for ages, buildings, villas and other concessions belonging



DG MARTIN LUKUSA REMAINS FELIX TSHISEKEDI'S BEST LIEUTENANT

ONATRA SA PROTECTING JOBS AND PRODUCTION FACILITIES, AND CONSOLIDATING GAINS.

Elected with over 73% of the votes cast in the December 2023 presidential election, the President of the Republic, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, made a commitment to the Congolese people at the start of his second five-year term to immediately the gains of his first term in all the nation's vital sectors.

To do this, the Head of State will have to rely on the men and women he has entrusted with the responsibility of leading the various segments of public affairs. And it is these various lieutenants who are placed at the head of the authorities, services and establishments...

[21:55, 05/12/2024] LETONNERRE Kas: It should be remembered that long before this work began, the Port of Matadi was almost out of business, having lost more or less 75% of its container volumes to private ports.



Tu es entre de bonnes mains

Sokin
Agora Alimentaire



info@sokin
 fact : +243 89
 AGINE : R D Congo

Sokin
Agora Alimentaire

POIDS 25kg
 FARINE DE MAÏS

MADE IN RDC



practices that have characterized the justice system for decades, and which will now be consigned to the past. Let's recall just a few of them: Corruption, impunity, ill-founded immunities, a judicial policy of double standards, with too much weight on one side of the scales to the detriment of the other, the law of the strongest which has even destroyed the force of the Law itself, untimely seizures of the accounts and assets of both public and private companies, police harassment, spoliations of private homes, arbitrary arrests, prison overcrowding, with deaths by suffocation - the list of scourges to enumerate is not exhaustive.

This eight-day meeting, rich in prospects for the well-being of the Democratic Republic of Congo, as it is justice that elevates a Nation, provided an opportunity for the

stakeholders to take a clear-sighted look at the current state of the Congolese judicial system.

They succeeded in identifying and pinpointing the challenges that have long hampered its smooth operation

Le Tonnerre





Democratic Republic of the Congo.

According to Constant Mutamba, this is what justifies all these complaints and social tensions surrounding justice in the Democratic Republic of the Congo.

The man of law at the head of the Ministry of State in charge of justice had, before anything else, performed an autopsy and detected, like a doctor of law, the diseases eating away at our justice system.

He detected at the highest level the poor living and working conditions prevailing among Congolese judicial personnel.

He defined these poor conditions as having been at the root, among other things, of the poor rendering of justice,

corruption and all the other bad practices that have

plagued the Congolese justice system.

For those with a true sense of the law, these Estates General on justice succeeded in giving birth to a new national justice policy.

Based on the lack of measures to implement the reform policy resulting from the 2015 Estates General on justice, the panelists made a diagnosis of the issues at stake.

In so doing, they pinpointed actions to be taken to ensure the effective rule of law in the Democratic

Republic of the Congo.

All in all, Mutamba's version of the Etats Généraux de la Justice was an opportunity to raise collective awareness and systematically question all the bad

They also examined with a fine-tooth comb the issue of presumption of innocence as it affects the proliferation of arrest warrants, as well as the issue of correcting errors in electoral disputes.

As the President of the Republic, Félix-Antoine Tshisekedi, stated in his inaugural speech, the Democratic Republic of Congo needs a non-harmful Congolese justice system, so that the salvation of the Congolese people is no longer compromised by selfish and corrupt interests.

It should be emphasized that this meeting served as a forum for discussion over a period of eight days, during which each of the more than 3,000 participants in this meeting of the Judiciary was asked to contribute something legally correct, so that together we could bequeath to Congolese posterity a true State governed by the rule of law.

This was the thrust of the Head of State's much-applauded speech, during which he proposed measures to extirpate all the bad practices that have destroyed our justice system, with a view to putting it right once and for all.

. It was with this in mind that the Minister of State and Minister of Justice, Matre Constant Mutamba, broached the idea of overhauling the Constitution.

And, as time went by, many of the resolutions that led to reforms touched on the need to revise the Constitution.

The idea has now evolved, given the strong support of the affirmations that have prevailed over the oppositions, towards changing it, rather than simply revising it.

This even justifies the quip made by the Garde des Sceaux of the Democratic Republic of Congo on the subject:

“Constitutions are not tents erected for sleeping. Like laws, they have to adapt to the realities of society.

The raison d'être of the statesman in charge of Congolese justice remains, in short, valid.

It all started with his observation that 7 out of 10 Congolese do not find themselves in the Congolese justice system as it is currently distributed in the

Some fifty sub-themes were discussed by the commissions, divided into a dozen panels for reflection: the rule of law, quality justice for all, modernization of the justice system...

The debaters analyzed, among other issues, the problem of the separation of powers within the Congolese constitutional system, which, incidentally, is in need of modification.



This came 9 years after those organized in 2015, under the Kabila regime and the aegis of the then Minister of Justice and Human Rights, Alexis Tambwe Mwamba.

The reform of the Congolese justice system adopted in that year, 2015, had given birth to a case of 350 resolutions that were only implemented in less than half, an equivalent of only a hundred or so resolutions.

This is what justified the aim of the 2024 Etats Généraux de la Justice Congolaise, namely to "Contribute to the establishment of a genuine rule of law in the Democratic

Republic of the Congo".

The main theme was: "Why is Congolese justice said to be sick? What therapy is needed to deal with this illness?

The aim was to identify the morbid flaws that plague justice in the Democratic Republic of Congo, which has now been purged of all its scourges. As the Head of State, Félix-Antoine Tshisekedi, emphasized in his opening remarks, in his capacity as Supreme Magistrate of the Democratic Republic of Congo...

From November 6 to 13 this year, the Etats Généraux de la Justice Congolaise took place in the auditorium of the Centre Financier in Kinshasa, with a total attendance estimated at over 3,000 people from all 26 provinces, including legal experts and practitioners, human rights defenders, academics, civil society, political parties, parliamentarians, representatives of ministers and ministers...

NOW IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO A JUSTICE SYSTEM PURGED OF ALL ITS SCOURGES

RDC/STATES GENERAL OF JUSTICE

JUSTICE





Infrastructure and Public Works, and Land Affairs. Since his arrival at the head of this Ministry, Guy Loando Mboyo has always been committed to accomplishing all these tasks. As a result, he is one of the few ministers at the head of this ministerial portfolio to have carried out more reforms designed to strengthen its operation and promote rigorous planning in line with the country's realities.

Guy Loando Mboyo, one of Felix Tshisekedi's top lieutenants.

As soon as he was appointed to the government of the Republic, Guy Loando Mboyo quickly showed, by the quality of his performance, that he was there to serve the nation, and above all to help the Head of State Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo succeed in his mandate.

So, thanks to the reforms and results achieved in his sector, President Felix Tshisekedi had no trouble getting elected. Today, the Minetât de l'Aménagement du Territoire is in the same frame of mind, and resolutely committed to enabling the Head of State to honor his promise to his people, a promise contained in the 6 commitments of his second five-year term.

According to observers, Guy Loando Mboyo is also one of the members of the government who will have a positive record to uphold at the end of his term.

Indeed, at the helm of the Ministry of Territorial Development, Guy Loando has carried out several major management actions, as follows:

1. Design and adoption of the DRC's National Spatial Planning Policy;
2. Development of methodological guides for regional planning in the DRC;
3. Design of the National Spatial Planning Scheme;
4. Revision of the organic framework of the Ministry of Spatial Planning;
5. Creation of the Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) and the Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT);
6. Operationalization of the Observatoire de l'Aménagement du Territoire (ONAT);
7. Design of the DRC's National Spatial Development Plan;
8. Formalization of GEO-RDC and creation of GEO-PORTAIL for efficient management of geospatial data;
9. Drafting of the Regional Planning Law.

10. Creation of the first sustainable town in Boma, a pilot project financed by the Agence Française de Développement;
11. Development of studies and deliverables on forestry capital and agricultural potential;
12. Design of simple regional development plans for the provinces;
13. Provision of materials and equipment and rehabilitation of provincial offices;
14. Consultation with provincial stakeholders on the Methodological Guide for the preparation of Provincial and Local Plans;
15. Enrichment of sectoral and spatial diagnoses for the elaboration of the National Spatial Planning Scheme;
16. Validation of the Communication Plan for Land Use Planning Reform;
17. Technical support to Provinces and Decentralized Entities for the elaboration of Simple Land Use Plans;
18. Participation in the development of the DRC's sectoral measures under the IMF's Resilience and Sustainability Program;
19. Participation in the 7th meeting of the African Forest Landscape Restoration Initiative;
20. Development of sectoral measures to diversify the Congolese economy.

Who else but Guy Loando Mboyo could line up such a positive record, while remaining true to the vision of President of the Republic Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le Tonnerre

organization.

the country's political, administrative and territorial decree of June 20, 1957 on town planning, which had become anachronistic in the light of developments in the basis of a totally obsolete colonial decree, the

Struck by the absence of a legal framework to govern his sector, the Minister of State set to work to provide the DRC with a law on town and country planning.

After being drafted and presented to the Council of Ministers for debate, the bill was submitted to Parliament on October 03, 2023 for examination and adoption by national deputies and senators.

This new law will ensure the coherent implementation of the country's development and modernization policy.

According to its initiator, the Law on Land Use Planning (LAT) is part of a drive to modernize and rationalize the national territory spurred on by President Felix Tshisekedi, in the face of the many challenges of spatial disorganization and land-use conflicts in the Democratic Republic of Congo.

This pioneering legislation," he added, "is a strategic response to issues linked to the exploitation of natural resources, territorial justice and harmonious development planning.

This is just one of the major reforms carried out by Minister Guy Lando in his sector, the main thrusts of which are the creation of strategic tools such as the Schema National de l'Aménagement du Territoire (SNAT), and the Plans Provinciaux et Locaux (Provincial and Local Plans). The purpose of these two instruments is to coordinate state and private intervention in order to guarantee coherent and inclusive territorial management.

This reform law also authorizes the establishment of the following new technical bodies: the Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT) and the Fonds National d'Aménagement du Territoire (FONAT). These two bodies are responsible for

...IT IS IMPORTANT TO INDICATE THAT THE REFORM INTRODUCED BY GUY LOANDO IN HIS SECTOR IS BASED ON A CERTAIN NUMBER OF GUIDING PRINCIPLES SUCH AS TERRITORIAL JUSTICE...

It is important to point out that the reform introduced by Guy Lando in his sector is based on a number of guiding principles, such as territorial justice and the sustainability of natural resources, both of which are essential to ensure equitable development that respects the environment.

According to observers, the reform carried out by the Minister of State for Regional Planning to better manage this sector is a great success to his credit. For this reason, it has the support of the President of the Republic, as well as of Prime Minister Judith Suminwa. It is also for this reason that, in the government's

Regional Planning is Pillar 3 of the program implemented under the coordination of Prime Minister Judith Suminwa Tuluka, following the enlightened vision of His Excellency Mr. Felix-Ancoine Tshisekedi Tshilombo, President of the Republic, Head of State.

* What are the responsibilities of the Ministry of Regional Planning? In accordance with Ordinance no. 22/003 of January 07, 2022, the Ministry of Spatial Planning is set to play a crucial role in the country's development. Its main responsibilities include:

- * Designing and drawing up regional development plans; Assessment of the country's territorial potential, in particular the evaluation of renewable and non-renewable natural resources of the national soil and subsoil;
- * Permanent control and monitoring of the use of the country's physical space;
- * The mobilization of human, material, institutional and financial resources to codify, implement and manage sustainable development;
- * Planning and modernization of cities, in synergy with other ministries such as Urban Planning and Residents,

GUY LAONDO MBOYO A POLICE OFFICER

Appointed Minister of State in charge of Regional Planning in the Sama Lukonde 1 and 2 governments, and reappointed to the same ministerial portfolio in Madame Judith Suminwa Tuluka's government team, Maître Guy Laondo Mboyo is one of the few political players to have collaborated with President Félix Tshisekedi during his two five-year terms. In politics, this means having the full confidence of the Chief.

For observers, Minéat Guy Laondo deserves this trust, given the quality of the work he has produced and continues to produce in his sector:

A political operator full of initiative, he has won the esteem of the Head of State by the number and importance of the reforms carried out in his sector; reforms which are in line with the vision of President of the Republic Félix-Antoine Tshisekedi!

Tshilombo, who is keen to make Town and Country Planning a genuine strategic pillar of sustainable development and modernization of the Democratic Republic of Congo.

* Guy Laondo Mboyo, a reforming planner:

When Me Guy Laondo took over the reins of the Ministry of Town and Country Planning, the sector was not governed by any law, operating on





will shortly set up. At the end of the masterful speech by the Head of State, the President of the National Assembly and President of the Congress, Vital Kamerhe, asked the delegates to give a standing ovation to the Head of State, before assuring him of support of Parliament for the success of its six commitments.

Le Tonnerre



Rwanda. The Head of State spoke about the high cost of living and the loss of people's purchasing power, before revealing the concrete measures taken by the government to provide some relief to households.

The Head of State announced major reforms in the agricultural sector, so that his wish to see the revenge of the soil on the subsoil can quickly come to fruition. Reason why in the 2025 finance law, agriculture will benefit from 11% of the national budget.

While recognizing the security challenges that are slowing down our progress towards development, the Head of State has shown himself determined and very committed to meeting them.

This is why he said that the country will continue to invest in innovative projects as well as in structuring reforms with a view to the sustainable development of the DRC.

Felix Tshisekedi said he included the Democratic Republic of Congo in this dynamic, because a country that invests is a country that believes in its future.

Felix Tshisekedi did not fail to mention significant progress obtained in the areas of diplomacy, national defense, infrastructure, energy, sports as well as in the reforms of public administration and the national police. Congolese.

For observers, it is for the first time that the President of the Republic, since his accession to the supreme office, has been so reassuring, so confident in the bright future of his country. In his capacity as guarantor of the Nation, it is an attitude which has reassured more than one Congolese and it gives hope to all compatriots in the East who are fighting to defend the integrity of the national territory.

Speaking of the Constitution, the Head of State confirmed his decision to entrust reflection on this to a multidisciplinary commission that he



year, the installation in the DRC of factories for manufacturing tiles, soft drinks in Kinshasa, refining zinc in Kipushi in Haut-Katanga, which enabled the creation of more than 2,500 direct jobs.

In terms of health and education, the two free maternity and primary education programs will continue and consolidate to give Congolese children more chance of development.

On the issue of growing insecurity across the country, the Head of State reiterated his determination to eradicate once and for all this repeated aggression in our country by

FELIX TSHISEKEDI MORE CONFIDENT THAN EVER IN THE BRIGHT FUTURE OF THE DRC

SPEECH ON THE STATE OF THE NATION BEFORE PARLIAMENT IN CONGRESS



**"A country that invests in its future. The Democratic Republic of Congo is now part of this dynamic." In accordance with the requirements of article 77 of the Constitution, the President of the Republic Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo delivered his annual speech on the state of the Nation, before the Parliament meeting in congress, in the congress hall of the Palais du Peuple, Wednesday December 11, 2024.*

A masterful speech lasting about an hour and 50 minutes, punctuated by waltzes of applause which showed the depth of the message given, as well as the support of the Representatives of the People for the words of the Head of State. In his speech which was both captivating and well structured, Felix Tshisekedi began by recalling the 6 commitments made to the Congolese people on the occasion of his inauguration on January 20, 2024. Then, sector by sector, he listed the reforms accomplished as well as actions taken by his government across the country, with figures. These include actions taken on an economic level, in the industrial sector where we saw, this

A FIVE-YEAR START, A PRECURSOR TO A BRIGHT FUTURE FOR THE DRC !

As you can see, this edition, which seems special, is entirely devoted to the second five-year term of the Head of State Félix-Antoine Tshisekedi, with its beginning both rich in achievements and precursor of a bright future for the well-being of the Democratic Republic of Congo.

With this in mind, we have taken care to highlight some contributions from certain ministers, state agents and individuals, which have been verified as significant in the accomplishment of the enlightened vision of the Head of State, especially in terms of their respective exploits.

This is what justifies the presence in the following pages, for example, of Constant Mutamba, Minister of State in charge of Justice and Keeper of the Seals.

Its reforms of quite a few things in its field of justice, including, for example, that relating to the idea of banking legal costs, is a significant contribution, given its ripple effects favorable to the Public Treasury.

The General States of Justice of which he was an initiator succeeded in planning the way for a Congolese justice devoid of its imperfections.

Nothing can work in a country when its justice is sick. This is therefore the reason for the presence of the article relating to the General States of Justice among the texts of this edition.

In the sphere of agents, the emphasis was placed, among other things, on ONATRA with DG MARTIN LUKUSA PANU, also the work of D.G. Victor Tumba, Director General of the Office of Roads and Drainage, OVD in acronym.

This is therefore the reason for the long interview that we had to carry out with him, in his office, and which please read on page "X".

The man is determined not to tire of continuing to contribute to the road policy of the Head of State, which he has enlightened with his vision for a Democratic Republic of Congo rebuilt on new foundations.

The D.G. François Muamba, Director General of the Center for Certification, Expertise and Evaluation of Precious and Semi-Precious Mineral Substances, is also the beneficiary of a good place among our pages. This is in connection with his certification policy Congolese mineral substances which proved to be of great interest during this second mandate of the Head of State.

We must also encourage, within the framework of this second mandate of the Head of State, the participation of certain individuals.

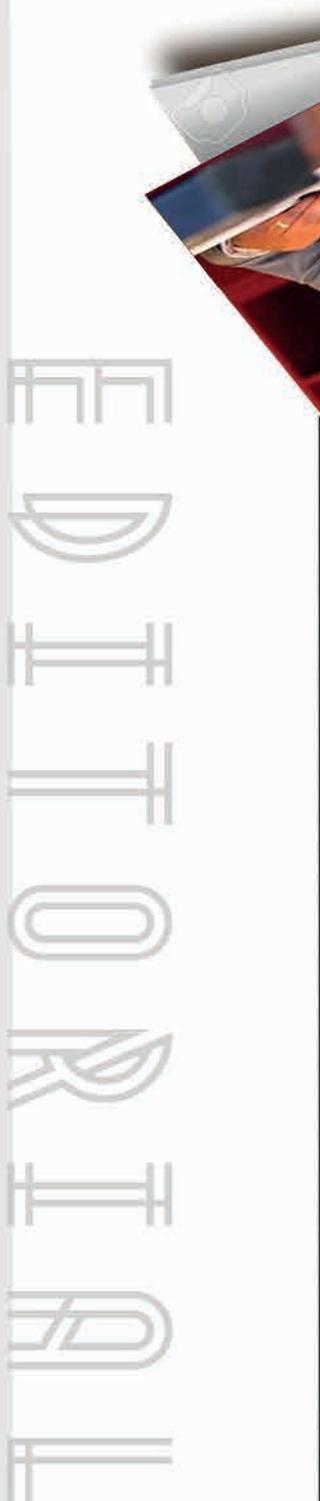
We thought here of a group of Congolese from the diaspora who managed to build what they called Camp David. The city is located in the tourist commune of N'sele, with high-end buildings on a system of well-defined streets.

Their presence on our pages is not for simple advertising reasons.

Happy reading !



Kasongo Onakoy Fiko



SUMMARY

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION DEVANT LE PARLEMENT EN CONGRÈS FELIX TSHISEKEDI PLUS CONFIANT QU'É JAMAIS EN L'AVENIR RADIEUX DE LA RDC



RDC/STATES GENERAL OF JUSTICE NOW IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO A JUSTICE SYSTEM PURGED OF ALL ITS SCOURGES



CEO VICTOR TUMBA CONTINUES TO SUPPORT THE HEAD OF STATES VISION FOR HIS SECOND FIVE-YEAR TERM



GUY LAONDO MBOYO A POLICE OFFICER



ONATRA SA: PROTECTING JOBS AND CONSOLIDATING GAINS, DG MARTIN LUKUSA REMAINS FELIX TSHISEKEDI'S BEST LIEUTENANT



RDC/CEC AT THE REQUEST OF HEAD OF STATE FELIX TSHISEKEDI, THE FREDDY MUAMBA COMMITTEE PLANS TO SET UP LABORATORIES IN SEVERAL OF THE COUNTRIES PROVINCES



Magazine Le Tonnerre d'information générale, d'analyse et d'investigation.
Site web : www.letonnerre.info
E-mail: fletonnerre@gmail.com
Blvd du 30 Juin, Imm. Virunga 4ème Etage Kinshasa/Combe, RDC
+243 818 031 509
+243 994 147 746
Aimé KODIEMOKA KASONGO Directeur Administratif et Financier
Jean Benjamin FUAMBA Directeur des Publications
Saint Germain Ebengo Secrétaire de la Rédaction
JIM MUTOMBO

Redaction
Jean Benjamin FUAMBA
KASONGO ONAKOY FIKO
JIM MUTOMBO
Aimé KODIEMOKA KASONGO
Grace LUBONDO
Solangé TENGO
Nathalie MUSUNGU
Ruth AMAFE
ÉRIC KAKA
Infographie et Mise en page Gary OKENDE
Traduction Anglaise Aimé Kodiemoka
Saint Germain Ebengo RÉPRÉSENTATION PROVINCES/RDC
Lubumbashi : Daddy KAYUMBA

LETONNERRE

Kolwezi : NGOY Jean Jacques
Matadi : Didier MAMBUEMI
AFRIQUE DU SUD JR. ONYA
CANADA Candy KAYEMBE
USA/ NEW YORK Papy KAMENGO
LONDRES Emery KALOMBO
Jean ONYAMA
FRANCE/PARIS Eric BONGO
Mireille KIALUNGILA
BELGQUE Yves BULUNGWA



Expérimentez
la mobilité
autrement !

CFAO
Motors hier,
CFAO
Mobility
aujourd'hui...



THE PERSONALITIES WHO CONTINUE TO WEIGH IN ON THE SUCCESS OF FELIX TSHISEKEDI'S MANDATE



LE TONNERRE